Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 30 AVRIL
DIMANCHE 1er MAI 1977
N° 438 1,50 F
Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

Imposer la voie de la lutte

Voir p.5

POUR UN 1er MAI DE LUTTE VERS UNE FRANCE SOCIALISTE

Voilà donc venue l'heure du dernier 1er mai avant les prochaines élections législatives. Chaque travailleur en manifestant dimanche se remémorera sans doute le formidable coup d'accélérateur que la crise a subi ces trois dernières années.

Cette crise est considérablement amplifiée par l'aiguisement des contradictions au niveau international. La rivalité USA-URSS, particulièrement nette sur le plan militaire, conduit chacune des deux superpuissances à accroître ses pressions sur les pays capitalistes plus petits afin d'en tirer des concessions. Le mouvement des pays du Tiers Monde engagé pour récupérer leurs richesses et se soustraire à la mainmise du colonialisme et du néo-colonialisme met un frein au pillage des métropoles impérialistes, accroissant leur crise économique.

Les forces de la droite, confortées par la fraiche victoire de Giscard, croyaient, en 74, pouvoir à peu de frais faire payer la crise aux travailleurs et instaurer avec le chantage à la crise la collaboration de classes. Aujourd'hui, les choses ont bien changé, cette droite arrogante est ouvertement divisée, incapable de s'entendre sur le meilleur moyen de stabiliser son pouvoir affaibli et d'éviter la défaite. La situation économique n'en finit pas de se détériorer ; le discours gouvernemental ne cherche même plus à établir le consensus impossible avec la classe ouvrière, il est entièrement consacré à tenter de rétablir l'ordre dans la coalition giscardienne. Et il n'y arrive pas comme en témoigne la dernière empoignade parlementaire entre le RPR et Raymond Barre.

Malgré cela, malgré cette faiblesse saisissante, Barre veut encore imposer aux travailleurs son plan de récession, de chômage et de salaires bloqués. Le dernier cortège de mesures dérisoires et creuses qu'il vient de prendre, ne remet nullement en cause la logique des restructurations et ses conséquences pour les masses.

Depuis de longs mois, ce ne sont pourtant pas les luttes et la volonté qui ont fait défaut aux travailleurs pour riposter à ce plan et tenter de le mettre en échec. Mais à chaque fois que le problème d'une lutte d'ensemble a été posé, à chaque fois que les travailleurs ont mis en évidence la nécessité de rassembler leurs forces pour frapper la bourgeoisie et pour imposer un recul significatif, ils ont trouvé sur leur chemin les directions des confédérations syndicales qui à toute force, par tous les moyens, imposent l'orientation des partis de gauche : attendre 78, ne déclencher aucun mouvement un peu massif qui risque de compromettre le résultat électoral en faisant peur à une partie de l'électorat. C'est au nom de cette logique qu'ont été dévoyées des centaines de grèves, essoufflés des centaines de milliers de manifestants au fil des journées d'action, et que progressivement, le plan Barre est rentré dans la vie.

Suite en p.2

POUR UN 1er MAI DE LUTTE VERS UNE FRANCE SOCIALISTE

Suite de la une

Le divorce entre ce projet électoral de la gauche et l'impérieuse nécessité pour la classe ouvrière de lutter pour rétablir son emploi, son pouvoir d'achat, amène de plus en plus largement les travailleurs à s'interroger sur la perspective exacte visée par ces partis. Dans les usines et les quartiers se multiplient les débats sur ce que sera l'après-78 si la droite est battue. La classe ouvrière veut autre chose qu'une simple amélioration limitée et passagère de certaines des revendications les plus urgentes, autre chose qu'un transfert des responsabilités de gestionnaires de droite à des gestionnaires de gauche, autre chose qu'un accroissement des nationalisations, accompagné d'un accroissement des pouvoirs, dans l'entreprise, des ingénieurs, des cadres et des techniciens et elle le fait savoir dans ses luttes, dans ces débats où émerge nettement la question du socialisme de demain. L'existence d'un tel débat n'est pas le moindre signe de l'aggravation de la crise, et il doit être poursuivi pour mettre à jour aux yeux des millions de travailleurs, que la gauche c'est toujours le capitalisme, et que son projet est contradictoire avec le socialisme auquel ils aspirent.

SUR L'UNITÉ

Ce 1er mai 1977, les Communistes Marxistes-Léninistes de l'Humanité Rouge et le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste appellent en commun à manifester à Paris et dans d'autres villes. Cette unité d'action, positive, s'inscrit dans une avancée réelle du processus engagé, voilà maintenant près de deux ans, pour l'unité des marxistes-léninistes dans notre pays. Elle fait suite à plusieurs initiatives communes qui ont pu déjà être organisées dans un passé récent. Cette unité d'action ne peut être séparée de l'avancée dans l'unification politique. En ce sens, des discussions ont été entreprises à tous les niveaux entre l'Humanité Rouge et notre Parti. S'il reste du chemin à parcourir, déjà des pas significatifs ont été franchis. Ce processus doit être mené à son terme car l'unité ne peut être comprise comme une simple addition de forces, car il n'y a pas d'unité sans lutte. La progression qui peut être observée aujourd'hui est bien le résultat de cette démarche qui a consisté à prendre appui sur ce qui unit pour traiter une à une les contradictions existantes. Il s'agit bien de poursuivre cet effort. L'unité véritable qu'il faut construire exige impérativement un examen minutieux, patient des points sur lesquels des positions divergentes demeurent afin que la confrontation de points de vue permette l'unification. Cette démarche exclut toute crispation sectaire qui tendrait à figer le débat. Si l'unité doit se fonder sur tous les acquis du mouvement marxiste-léniniste, reposant sur une expérience de plusieurs années, elle doit écarter en se réalisant les points de vue erronés, les conceptions fausses qui ont marqué le mouvement marxiste-léniniste dans son enfance. Par la confrontation de la théorie révolutionnaire avec la pratique de la révolution dans notre pays, a pu progresser de façon significative l'analyse des classes et la définition des tâches pour avancer vers la révolution socialiste. Ainsi, la lutte contre le révisionnisme s'est approfondie, s'est consolidée politiquement et permet que la rupture avec celui-ci ne porte plus aujourd'hui seulement sur les principes. Ainsi la conception du parti qu'il faut édifier s'est enrichie sur la base de la pratique et en intégrant les acquis considérables de l'expérience d'édification du Parti Communiste Chinois, prenant en compte aussi, pour en tirer les leçons, l'expérience négative de la transformation du Parti Bolchevik en URSS en parti bourgeois. L'unité des marxistes-léninistes qu'il faut construire aujourd'hui ne sera véritable et solide que s'appuyant sur ces acquis et mettant en échec tout ce qui est étranger au marxisme-léninisme. C'est en s'unifiant sur les tâches révolutionnaires de la période, en s'appuyant sur la théorie révolutionnaire que les marxistes-léninistes pourront faire avancer réellement la cause de l'unité aujourd'hui. Dans ces conditions, se construira une unité réelle qui permettra qu'une frange importante de la classe ouvrière, approfondissant sa rupture avec le PCF, rejoigne les rangs marxistes-léninistes, adhère à la perspective de la révolution socialiste. Alors, unis dans un même parti, les marxistes-léninistes pourront affronter les échéances décisives qui s'annoncent, au terme d'une très riche lutte d'idées, et d'un processus toujours plus étendu d'unité d'action qui marquera une étape significative dans la vie du mouvement révolutionnaire de notre pays.

DEUX DÉCISIONS IMPORTANTES DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

C'est dans le cadre du riche débat qui existe dans les masses que se situent deux initiatives du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste : la sortie de la première édition du «Manifeste pour le Socialisme», et la transformation de notre journal «Le Quotidien du Peuple» en organe central du PCRml.

Les luttes actuelles et les débats qui se mènent dans la classe ouvrière exigent d'être resituées dans la perspective historique pour laquelle luttent les exploités : le socialisme. Ce nom tant de fois galvaudé depuis un siècle, a été affadi et dénaturé par le PCF et le PS, il correspond pourtant plus que jamais à l'espoir manifesté par des millions de travailleurs aujourd'hui dans notre pays. La force du prolétariat pour s'engager nettement dans la voie révolutionnaire, sera d'autant plus importante qu'il aura déterminé avec clarté pourquoi il se bat, quels sont les contours du socialisme qu'il entend réaliser, qu'est-ce qui démarque ce socialisme de toute la démagogie plate et essoufflée ressassée par les partis bourgeois de gauche. En tant que contribution à ce débat nécessaire sur le socialisme, «Le Manifeste pour le Socialisme» fait le point des premières propositions du PCRml.

En quoi le pouvoir des ouvriers et des paysans différera-t-il fondamentalement de tous les pouvoirs qui l'ont précédé ? Comment chaque communauté de base de la France socialiste peut-elle participer à l'élaboration et aux choix des orientations du pays ? Comment se mène le débat dans les communautés de base et à l'échelle du pays ? Comment l'État de dictature du prolétariat ne saurait en aucun cas être un État au-dessus des masses, mais doit être l'émanation de la classe ouvrière qui dispose constamment des moyens pour contrôler son activité ? Quel est le rôle du Parti Communiste dans la France socialiste ? Comment les anciens exploiteurs sont empêchés de reconquérir leur pouvoir ? Quelles contraintes existeront sous le socialisme ? Comment le socialisme entreprendra de résoudre les contradictions ville-campagne, homme-femme, travail intellectuel et manuel ? Comment l'édification économique du socialisme pourra se faire en soustrayant notre pays à la sphère des échanges internationaux dictés par l'impérialisme ?

Ce sont quelques unes des questions présentes largement dans les masses aujourd'hui, qu'aborde «Le Manifeste pour le Socialisme». Il ne s'agit évidemment pas de décrire avec détail et précision le socialisme de demain ou de prétendre résoudre les questions que seul le socialisme pourra aborder concrètement en fonction de la situation que lui aura léguée le capitalisme déchu ; non, il s'agit seulement de dégager clairement, à partir de l'expérience historique du mouvement ouvrier international, et en tenant compte de la situation propre de notre pays, les lignes forces du socialisme de demain.

Les propositions contenues dans ce manifeste sont à débattre largement. Nous invitons les travailleurs à s'en saisir pour en discuter, les transformer, les enrichir, les modifier le cas échéant. Au fur et à mesure de la progression de ce débat que nous voulons le plus large possible, de nouvelles éditions du «Manifeste pour le Socialisme» feront le point de son avancée !

En transformant le «Quotidien du Peuple» en organe central du PCRml, notre parti a voulu souligner l'importance de la bataille politique quotidienne dans la période actuelle. Les onze mois au maximum qui nous séparent des échéances législatives, sont particulièrement importants. Ils vont être le théâtre d'affrontements nombreux entre les travailleurs et la bourgeoisie, et au sein même de la bourgeoisie, aggravant la crise. La rapidité avec laquelle le prolétariat saura forger son autonomie, se démarquer nettement des partis bourgeois de gauche, dépend en partie de l'ampleur et de la qualité de nos explications quotidiennes sur la situation politique, et sur la perspective du socialisme.

Élever le niveau de nos articles pour mieux éclairer la situation actuelle et pour mieux répondre aux questions posées aujourd'hui, donner une impulsion vigoureuse pour accroître le nombre de nos lecteurs, ce sont deux nécessités de la situation actuelle qui sont soulignées en transformant notre journal.

Nous appelons tous nos lecteurs à s'associer à cette transformation. L'amélioration de la qualité des articles de votre journal, vous pouvez parfaitement y contribuer en correspondant régulièrement avec nous pour nous signaler ce qui, à notre avis, est allusif, insuffisant. Vous pouvez y contribuez en reflétant vous-même le débat dont vous êtes témoin et les questions qu'il faut à votre sens mieux éclairer pour convaincre.

Plus que jamais aujourd'hui, la période demande que nous soyons exigeants avec notre journal, que nous en fassions une arme idéologique de haut niveau, capable de convaincre et de gagner à la cause de la révolution cette masse de travailleurs qui commencent à se détourner des perspectives de l'union de la gauche.

Nous appelons aussi tous nos lecteurs à s'associer à l'effort de promotion de la diffusion du «Quotidien du Peuple», en le faisant connaître autour d'eux, en amenant des amis, des collègues de travail à le lire et à correspondre avec lui. C'est au prix de cet effort que l'audience de notre journal pourra s'étendre et permettra une meilleure diffusion des idées et de la perspective révolutionnaire.

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME - PRIX 8 F

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCRml

Nom .....
Prénom .....
Profession .....
Adresse .....
A envoyer à «FRONT ROUGE BP 68-75019 Paris»

GISCARD: LE VIDE

La hausse des prix en mars frole les taux records, avec 0,9%. La Bourse enregistre de jour en jour une baisse qui va en s'accroissant. Le chômage est à son point culminant, etc. On n'en finirait pas de décrire les conditions économiques dans lesquelles se trouvent la France aujourd'hui, et qui ont servi de toile de fond aux querelles des politiciens de la majorité cette semaine. C'est soit-disant pour s'attaquer à ces problèmes économiques que Barre est venu présenter son plan numéro deux au parlement. A peine une heure après, l'événement, ce n'était plus les propositions de Barre, c'était la division de la majorité, réaffirmée avec force par le porte-parole du groupe RPR, Labbé. La diatribe de Debré étant venue s'ajouter à quelques autres au cours de ce débat, il revenait à celui que plus personne n'ose affubler du titre de «chef de la majorité», Barre, de reprendre l'offensive ; il l'a fait, et pendant quelques instants, il a même pu mettre le groupe

RPR devant ses contradictions, à savoir voter le plan Barre-bis ou provoquer la crise. Si nous disons quelques instants, c'est parce qu'en anonçant le vote positif du RPR, Guéna réitérait ses critiques, précisant bien que la plus forte partie de la majorité n'avait plus confiance, et que si les députés RPR votaient, c'est bien parce que Chirac leur avait demandé ! En somme, le RPR tenait à montrer que si Barre évitait la crise, il le devait à Chirac en personne. Un témoin raconte même qu'aussitôt après le vote, Chirac aurait demandé à Barre de fournir des excuses à Labbé, accusé d'avoir fait son discours par un autre...

De telles palidonies étaient fréquentes sous la IV[e] République et il n'y aurait pas lieu de les remarquer si précisément Barre, Giscard et le gouvernement ne proclamaient bien haut leur attachement aux conceptions de la V[e] République, qui veulent que le premier ministre dirige la majorité parlementaire et soit respectée d'elle, et que le président de la République se situe, lui, «au dessus des partis», pour traiter les «grandes affaires».

De ce point de vue, les principes sont respectés, du moins dans leur forme : à l'issue d'une semaine politique chargée, où la droite à frolé la crise gouvernementale, le président de la République intervient pour s'adresser aux Français. Et pas directement d'abord, il a besoin d'un servile faire-valoir, Bernadac en l'occurence, et pour dire quoi ? Il fut un temps où même les travailleurs pouvaient porter intérêt aux déclarations télévisées d'un de Gaulle, parce qu'elles définissaient les options politiques de la bourgeoisie française. Hier, Giscard n'a débité que des banalités, des contre-vérités, des arguments vaseux. Il ne croit pas aux sondages, il l'a dit, mais toute son intervention portait sur les 4 à 6 points qu'il fallait gagner avant mars 78. Il se dit partisan d'un gouvernement fort derrière lequel se placerait la majorité, mais il annonce que Barre restera jusqu'en 78, malgré les camouflets que lui infligent ses propres troupes. Et il profite de son passage à la téle pour rappeler, l'aurait-on oublier, qu'il a écrit un livre, un livre profond précise-t-il. En fait, le discours de Giscard hier soir ne pouvait mieux conclure la semaine, marquée par l'approfondissement de la division de la droite. Il est l'illustration même du vide politique, de l'incapacité à proposer quelque dessein cohérent, du gouvernement au coup par coup. Il fallait parler même pour ne rien dire. Il est à l'image de cette bourgeoisie de droite qui se regarde sombrer sans être capable de ne rien faire d'autre que de constater les choses.

Ce qu'il a dit

«Il est nécessaire que les Français puissent connaître exactement la situation politique et savoir où ils vont.

Le débat a eu lieu, il a donné lieu à un certain nombre d'interventions, de contradictions, de réserves, et il s'est terminé par un vote qui est un vote de confiance en faveur du gouvernement de Monsieur Barre.

Le RPR vient de voter hier, à la quasi unanimité, la confiance. Le gouvernement Barre ne pourrait être renversé que par une motion de censure, puisqu'il a posé la question de confiance une fois et qu'il ne la reposera pas. Il faudra que l'on retrouve des députés communistes, socialistes, et des députés de la majorité censurant ensemble le gouvernement de Monsieur Raymond Barre. C'est une circonstance qui ne peut pas se produire et je ne ferai pas l'outrage à quelque membre de la majorité que ce soit de l'imaginer. Le gouvernement de Monsieur Raymond Barre est le gouvernement qui sera en place jusqu'à la fin de cette législature.

La majorité a-t-elle des chances de gagner les élections législatives de 1978 ? (...) La majorité a actuellement un certain retard sur l'opposition. Quel est-il ? On ne peut pas se fier beaucoup aux instituts de sondage, mais elle doit actuellement avoir un retard de 4 à 6% sur l'opposition.

Au cours des prochaines semaines, le travail essentiel des grands leaders des partis politiques de la majorité, c'est de s'entendre sur la préparation des élections législatives, qui n'est pas commencée, accord en vue de ces élections sur la désignation des candidats ou sur le mode de désistement et élaboration d'une perspective ou d'un programme.

J'ai pris la peine, le risque l'été dernier, de faire paraître un ouvrage, «Démocratie Française», qui était la critique écrite la plus complète du programme commun».

L'ARRIERE-BAN

La journée d'hier a dû être très chargée pour le président de la République : non seulement il nous a gratifiés de son inconstante interview, mais il a, de plus, reçu un groupe d'universitaires favorables à la «majorité»... pardon, à la minorité, d'après ses propres dires. Espérait-il rencontrer de ce côté une plus grande compréhension que chez les hauts fonctionnaires, qui refusent désormais de se «mouiller» avec ce pouvoir ? En tout cas, la meilleure fidélité reste celle des disparus : finalement, Giscard est allé rendre visite à la momie de Ramsès II.

La cour du roi Pétaud

Le gouvernement devait être *«dégagé des partis»* ; après avoir fait traîner les choses une semaine, le petit Soisson vient enfin d'obtenir ce qu'il voulait : il sera secrétaire des Républicains Indépendants, mais il restera secrétaire d'État.

Il fallait lancer un grand programme de réformes : le spécialiste chargé de la chose, l'incroyable Servan-Schreiber, démissionne avant d'avoir rien produit : il n'est plus d'accord.

Le gouvernement avait besoin de la confiance du parlement, il ne se la laisserait pas *«découper en tranches»* : Barre l'avait dit à l'assemblée. Après que Guéna ait bien refusé cet ultimatum, Barre se déclare satisfait du vote des députés RPR.

Pendant ce temps, Chirac reçoit le premier ministre du Canada, qu'il assure de son soutien pour l'indépendance ; Mitterrand va préparer avec Denkins, président de la commission européenne, le prochain sommet des puissances industrialisées de Londres, Marchais organise avec Berlinguer la future coopération franco-italienne.

Tout le monde gouverne, sauf le gouvernement, qui ne se gouverne même plus lui-même.

CAMARADES

Mitterrand a rencontré Bergeron. Jusqu'ici, ce dernier avait plutôt tendance à se faire recevoir par le premier ministre. Mais peut-être s'agit-il de continuer dans cette voie, avec quelques mois d'avance. En tout cas, on se souviendra que les deux hommes ont au moins un point commun : ils ont l'un et l'autre leur carte au PS.

Cumulard

Soisson vient d'annoncer qu'il acceptait le poste de secrétaire général des Républicains Indépendants. Il remplace Dominati qui avait démissionné il y a quelques semaines... parce qu'un tel poste est incompatible avec des responsabilités gouvernementales.

Soisson, lui, cumulera les deux fonctions, et la tâche ne sera pas facile. Il entend redonner du souffle au parti giscardien, en pleine déconfiture actuellement.

Une «assemblée générale extraordinaire» des R.I. aura lieu le 21 mai à Fréjus, et Soisson entend bien jouer au petit Chirac, en transformant complètement les statuts, le programme et les responsables de son parti.

Il aura fort à faire avec des gens comme Poniatowski, qui reste président, Chinaud, qui reste président du groupe parlementaire, et Griotteray aux idées d'extrême-droite et qui est chargé de la préparation des élections.

Les résultats du scrutin à l'assemblée

Finalement, le plan Barre bis a été voté avec 271 voix pour, et 186 contre. Sur les 172 députés RPR, 150 ont voté pour, 12 n'ont pris part au vote (dont les trois RPR membres du gouvernement et Edgar Faure, président de l'assemblée et encore membre du groupe parlementaire RPR) et 10 se sont abstenus volontairement : Bignon, Boscher, Debré, Kedinger, Le Tac, Messmer, Offroy, Rivière, Rolland, Schvartz).

Sur les 68 députés RI, 65 ont voté pour, 2 n'ont pas pris part au vote, et 3 se sont abstenus volontairement (Caro, Kiffer, Servan Schreiber). 11 députés non-inscrits ont voté pour, et 7 se sont abstenus. Enfin, des 108 PS et les 74 PCF ont voté contre.

JJSS lâche Giscard

JJSS entend faire face, au sein du parti radical, à un nouveau venu aux dents longues ; Edgar Faure.

«Ma mission d'étude et de proposition est interrompue. Je ne peux pas accorder ma confiance à un programme gouvernemental qui ne répond à aucune des interpellations pressantes, du pays, et tout particulièrement de sa jeunesse».

C'est en ces termes que Servan Schreiber a annoncé sa nouvelle rupture avec Giscard. Député, de Nancy, JJSS prépare sa campagne de 78, et en Lorraine il ne sera pas aisé de se réclamer du plan Barre, avec tout ce qu'il a apporté de misères aux sidérurgistes. De plus,

D'Ormesson désabusé

D'Ormesson réapparait dans *«Le Figaro»*, pour y faire le tableau de la situation actuelle. Homme de droite traditionnelle, favorable à Chirac, (et il l'exprime dans son article), d'Ormesson à le mérite de voir les choses en face, même si, lui non plus, n'apporte pas de solution, et pour cause, à la crise politique de la bourgeoisie française.

Voici comment cet héritier d'une lignée de grands bourgeois, introduits dans les allées du pouvoir depuis des dizaines d'années, décrit les choses : *«Une tempête molle secoue le pays (...). Il faut le dire maintenant : derrière les projets strictement économique, ce qui inquiéte, ce sont les arrières pensées politiques. Une rumeur court et s'amplifie : le pouvoir a pris son parti de la victoire de la gauche, et il s'agit de s'en accomoder (...) la crise est ouverte. C'est une crise politique et morale (...) On assure que certaines espèces d'animaux se précipitent en masse dans un suicide collectif tel est le spectacle que donne la majorité».*

LE PCF ET L'ETAT

UNE TENTATIVE DE JUSTIFICATION APRÈS COUP

Par Jean LERMET

Voici plus d'un an, courcircuitant la préparation officielle du 22e congrès du PCF, Marchais annonçait personnellement à la télévision, l'abandon par son parti de la notion de dictature du prolétariat dans son programme. Cette position, pour les marxistes-léninistes, n'avait en réalité rien d'une révélation : depuis longtemps déjà, en rejetant la révolution violente, l'acte par lequel la classe ouvrière brise la machine d'Etat bourgeoise, le PCF excluait dans les faits l'édification ultérieure par le prolétariat de son propre pouvoir, de son Etat, instrument de sa dictature.

Mais, pour nombre de militants qui s'illusionnaient encore sur le caractère révolutionnaire du PCF, il n'était pas indifférent que soit dit ouvertement ce qui, depuis longtemps, était entré dans les faits. Le parti de Marchais a beau faire son possible pour les écarter de l'étude de la théorie marxiste, nombre de travailleurs savaient, de tradition, que le principe ainsi jeté aux orties incarne la seule possibilité pour la classe ouvrière de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, de marcher vers une société sans classes. La pilule était amère, et les justifications avancées bien minces. Le 22e congrès du PCF expliquait en effet —un, que le terme de prolétariat renvoyait à une définition restrictive et dépassée de la classe ouvrière —deux, que le mot de dictature devait être abandonné, car il rappelait trop les régimes fascistes.

Estomper les contours de la classe ouvrière, pour y intégrer artificiellement diverses couches de techniciens et autres cadres ; reprendre les campagnes de la bourgeoisie, qui s'appuie notamment sur le rétablissement du capitalisme en URSS pour assimiler le pouvoir de la classe ouvrière à une ignoble répression exercée sur les masses : voilà les arguments trouvés alors par Marchais contre la dictature du prolétariat.

Plus d'un an après, la pratique a montré qu'ils étaient bien faibles : certains intellectuels, au sein du PCF, des étudiants qu'ils influencent, continuent à les contester : un débat à la Mutualité vient encore de le révéler. Ces manifestations inquiètent d'autant plus la direction du PCF qu'elles coïncident avec une résistance de nombreux militants venant de la classe ouvrière. Voilà pourquoi, avec plus d'un an de retard sur la décision, trois membres du Comité Central («un économiste, un historien, un philosophe») ont été chargés d'élaborer un livre «théorique» contre la dictature du prolétariat*. Donner un semblant de justification marxiste-léniniste à la négation du marxisme-léninisme : telle était leur entreprise, et tel est leur échec. C'est un sujet sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.

«Des communards, puis des bolchéviks à nous, il y a eu changement d'ère révolutionnaire. S'imaginer que la stratégie qui convenait aux précédentes pourrait fournir le modèle de celles qui connaîtront le succès dans la nôtre, serait faire preuve d'aveuglement». Tel est le fond de l'argumentation du livre. Elle est courante : au nom de ce qui a changé dans la situation concrète, on rejette non seulement l'application du marxisme à la situation ancienne, mais le marxisme lui-même. Assurément, bien des choses ont changé. Voici ce que nos trois auteurs relèvent, quant à eux : *«Au cours de leur vie, Marx et Engels ont connu d'abord et surtout des Etats aux formes semi-féodales (...) C'est encore à un régime de cette sorte que Lénine aura affaire en Russie».* Dans cette situation, *«il ne saurait être question d'intégrer la conquête de la majorité électorale à la stratégie de passage au socialisme».* En effet, *«l'Etat bourgeois du XIXe siècle est avant tout répressif, et il est loin d'être omniprésent sur les terrains économique et idéologique».*

Le crétinisme parlementaire ne date pas d'hier

La première affirmation est bien plus que douteuse : radicalement fausse. La démocratie bourgeoise, le parlementarisme bourgeois, sont parfaitement développés avant la première guerre mondiale (à l'époque où Lénine construit le parti bolchévik) dans la plupart des métropoles impérialistes. C'est au point que Lénine verra dans le «crétinisme parlementaire» une des manifestations les plus criantes de la dégénérescence des partis ouvriers de l'époque.

Pour prendre notre pays, on ne voit pas que le rôle du Parlement ait connu, de la IIIe à la IVe puis à la Ve République, un quelconque développement qui exigerait plus qu'au début du siècle, «d'intégrer la conquête de la majorité électorale», de manière radicalement nouvelle, à «la stratégie de passage au socialisme» : n'est-il pas, au contraire, plus clair que jamais que l'essentiel de la besogne d'Etat se fait ailleurs, dans les ministères et la haute administration ?

État : l'appareil s'étend, son cœur répressif demeure

Reste le deuxième aspect des changements relevés par le PCF : oui, l'école et les mass-média, désormais, sont entre les mains de l'Etat bourgeois. Oui également, les nationalisations, que le PCF se propose d'étendre, ont concentré entre ses mains d'importants secteurs de l'économie. Pour autant, l'appareil répressif aurait-il disparu ? Bonnet ministre de l'Intérieur, dispose-t-il de moins de flics que Clémenceau autrefois ? Au contraire, il en a bien plus. Chaque jour, l'armée de métier se développe aux dépens de la conscription : déjà, elle constitue plus de la moitié de l'effectif, avec les seules troupes vraiment entraînées aux techniques de combat modernes. Cependant, l'appareil bureaucratique, par ses percepteurs, ses juges, sa hiérarchie de toutes sortes d'administrations, dispose d'un pouvoir de plus en plus étendu sur tous les aspects de la vie des masses.

Briser cette bureaucratie, cette armée, cette police, n'est-ce pas, alors, une tâche encore plus impérative pour la classe ouvrière ? Estimant que «la contradiction s'aiguise entre une tête politique restreinte» (...) et «des personnels mal traités et mal payés qui s'interrogent de plus en plus sur leur sort et sur leur rôle, qu'ils appartiennent à la Fonction Publique, à la Justice, à l'Armée ou même à la Police», les auteurs du livre du PCF concluent : *«La lutte des classes (...) retentit au sein même de l'appareil d'Etat dans son ensemble».* Ainsi, y a-t-il «crise de l'Etat», et n'est-il plus nécessaire de le briser.

Flics et facteurs : pas du même côté

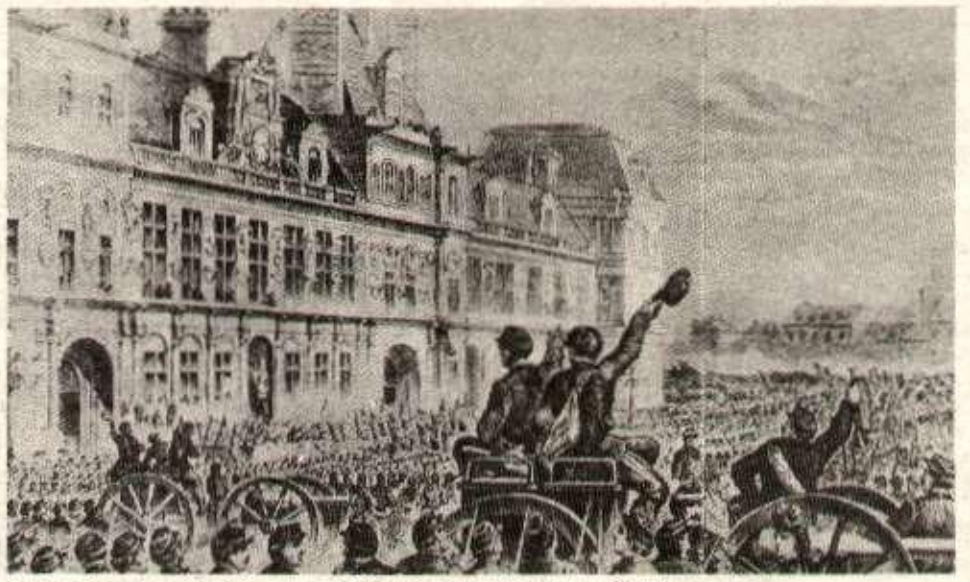
Cette notion de «personnel» de l'Etat ne tient tout bonnement pas debout. Entre les milliers de dactylos des ministères, de facteurs des PTT, de cheminots, d'une part, et d'autre part le flic, l'adjudant, le cadre répressif de la Fonction Publique abrité derrière ses règlements, qu'y a-t-il de commun ? Les alliances de classes peuvent rapprocher les premiers de la classe ouvrière. Elles font des seconds l'instrument de la perpétuation de l'exploitation ; ils restent, dans l'Etat bourgeois, son armature : la bureaucratie, et son rempart : la force armée. Certes, on voit aujourd'hui la police —certains de ses éléments— défiler dans la rue en réclamant le programme commun. Et il ne manque pas de hauts fonctionnaires pour s'intéresser, non seulement aux projets du PS, mais à ceux du PCF.

En réalité, il n'est pas douteux que les tentatives du PCF dans cette direction trouveront un écho. Mais elles témoignent de la nature de l'Etat qu'il veut mettre en place. Pouvoir sur les masses, la dictature de la bourgeoisie s'exerce d'en haut. L'appareil existant a fonction d'assurer le pouvoir d'une minorité sur la majorité. Fondamentalement, cet appareil est séparé des masses, parce qu'il a pour fonction de les réprimer. Faut-il le briser ? Le PCF pose la question dans son livre, et il répond : non. Cette réponse, il l'applique particulièrement à la police : sa «suppression» n'est pas «à l'ordre du jour», il suffirait de «la mettre au service exclusif du peuple et de la nation».

Ces fonctionnaires, non désignés par les masses, non révocables par elles, spécialement payés et embrigadés pour assurer une fonction répressive, ne peuvent dans ces conditions servir le peuple : ils sont, en tant que corps, sinon en tant qu'individus, par nature, les instruments de son oppression.

Voilà pour la justification du «passage pacifique» au socialisme, de l'inutilité qu'il y aurait à détruire l'Etat bourgeois. Mais les trois auteurs du PCF vont au-delà : non seulement la révolution violente, mais également la dictature du prolétariat, après la prise du pouvoir, serait dépassée. Là encore, la raison est historique : au temps de Marx et de Lénine, «la classe ouvrière est encore une petite minorité (...). Ses alliés potentiels ne sont pas des salariés, (...) mais des paysans **propriétaires** ou aspirant à le devenir, et la petite bourgeoisie urbaine, elle aussi propriétaire (...). Comment cette alliance pourrait-elle se prolonger en alliance pour le socialisme, pour le **collectivisme** avec lequel il est alors identifié, quand tous ou presque ont pour intérêt et ambition d'arrondir leur propriété, de monter dans la hiérarchie bourgeoise ?»

Et d'opposer à cette situation celle de la France d'aujourd'hui, avec «44,5% d'ouvriers, 18% d'employés, 8,5% d'agriculteurs».



Proclamation de la Commune acclamée par 200 000 travailleurs

Allié : le paysan ou le PDG

Raisonnement doublement faux.

D'une part, l'analyse des classes est falsifiée : la proportion d'ouvriers est gonflée en repoussant les limites de la classe ; la notion «d'employé» recouvre tout et rien ; le tout est d'ailleurs noyé dans les «80% de salariés». Quant aux «agriculteurs», ils vont du fermier capitaliste au paysan qui doit en même temps travailler en usine. De plus, tout en liquidant certains secteurs de la petite-bourgeoisie, le capital a su en créer d'autres. Lui seraient-ils moins attachés ? Ils le sont d'une manière différente, simplement.

Car il n'est pas possible, comme le fait le PCF, de reprendre d'une main ce qu'on donne de l'autre : les petits producteurs, dans leur grande masse, sont déjà, au temps de Marx et de Lénine, victimes de l'élimination par le capitalisme. A ce titre, l'alliance avec les plus pauvres d'entre eux, ceux que déjà le capitalisme voue à la ruine, était possible et nécessaire pour le prolétariat. Inversement, il ne manque pas aujourd'hui de parasites de toute espèce qui, justement parce qu'ils sont ses salariés, grassement salariés à ne rien faire et à opprimer les masses, se trouvent socialement attachés, dans leur existence même, à l'exploitation capitaliste. Mais, parmi ceux-ci, se trouvent justement bon nombre de ces «cadres» dont le PCF fait un terrain privilégié de son action. Il y a peu, «L'Humanité» ouvrait largement ses colonnes à plusieurs PDG d'entreprises nationalisées : Renault, SNCF, Air France et Elf-Erap. Ces messieurs sont des «salariés». Ils font partie, assurément, du «personnel de l'Etat». Le PCF entend gouverner avec eux. Quel «socialisme» nous promettent-ils ensemble pour l'avenir ? Chez le paysan pauvre, producteur comme l'ouvrier, sur le point d'être chassé de sa terre pour aller à son tour vendre sa force de travail, n'y a-t-il pas une fraternité de classe avec le prolétariat, au contraire de ce qui se passe avec ces exploiteurs d'Etat ?

Qu'est-ce que «la dictature»

Deuxièmement, le livre du PCF fait de cette analyse de classes biseautée la base d'une dictature du prolétariat présentée comme un pouvoir minoritaire : l'alliance avec les larges masses n'étant pas possible autrefois (particulièrement avec les paysans), il s'ensuit que la classe ouvrière devait exercer sur eux sa dictature. «Despotisme», «dictature la plus implacable et la plus centralisée».

«Ce que la notion de dictature ajoute à celle de pouvoir de la classe ouvrière», disent-ils, *«c'est à la fois la nécessité de **détruire** sans délai l'ancienne machine d'Etat et celle de parachever la défaite des exploiteurs, de réprimer leurs tentatives contre-révolutionnaires sans hésiter à employer la **violence**».* Vérité historique, appliquée aux conditions dans lesquelles la notion de dictature du prolétariat fut dégagée par Marx. Escroquerie, quand il s'agit, comme le fait le PCF, de distinguer «pouvoir» de classe et «dictature» d'une classe sur une autre, pour prétendre partir à la recherche d'autres formes de «pouvoir». Ce qui caractérise la «dictature», c'est qu'elle n'est tenue par aucune loi. En recourant, selon la situation, à la démocratie parlementaire ou aux pires fascismes, la bourgeoisie a fait la démonstration que, classe au pouvoir, elle seule était la maîtresse du jeu, elle seule déterminait les formes et les limites dans son emploi de la violence à un moment donné : «les lois», **ses** lois, sont là pour le justifier, et c'est tout.

Que sera donc le pouvoir qu'entend construire le PCF ?

L'Etat qu'il prétend mettre en place garantirait «l'égalité de tous devant la loi», car «par nature, le respect d'un même droit pour tous et de l'égalité devant la loi sont clairement antimonopolistes». Mais quelle «égalité» peut-il donc y avoir entre monsieur Dassault fils, nanti de son argent, de ses relations, de tout son savoir-faire, et l'ouvrier qui n'a pour lui que la force de son organisation ? S'appuyer sur elle pour faire violence à monsieur Dassault, telle est la condition de son émancipation. Lui en ôter la possibilité, comme prétend le faire le PCF, c'est le livrer pieds et poings liés à ses adversaires de classe, que ce soit celui qui dirige aujourd'hui, ou ceux qui entendent le remplacer. Au reste, cette dictature, ce n'est pas sur les masses que la classe ouvrière entend l'exercer ; en leur sein, la seule contrainte régnante doit être celle de la soumission de la minorité à la majorité. Ni dictature du parti sur la classe, ni dictature de la classe ouvrière sur le reste du peuple, la dictature du prolétariat est à l'opposé de la «démocratie» du PCF, où l'Etat maintenu, dans ses structures et sa nature de classe, fait peser sur les masses la dictature d'une bourgeoisie.

* Les communistes et l'Etat
Jean Fabre - François Hincker - Lucien Sève
Editions Sociales

imposer la voie de la lutte

Pendant des semaines, voire des mois, les états-majors syndicaux aux mains des partis de la gauche, ont appuyé avec force sur «le couvercle de la marmite» pour empêcher qu'il ne se soulève. C'était la période des municipales avec son cortège de «promesses-jamais-tenues», la débauche publicitaire inondant les rues et recouvrant les murs, l'intoxication permanente à la télé et sur les ondes des radios. Au soir du 20 mars, la majorité avait changé de camp, la gauche réalisait une poussée qui dépassait ses aspirations.

Sentant son pouvoir vaciller et pour ne pas aggraver la déroute, la droite avait différé plusieurs attaques de grande ampleur contre les travailleurs. Parmi elles, la grave atteinte à la sécurité sociale. Les élections passées, Barre reprend fébrilement en main l'application de son plan anti-populaire en y ajoutant un ensemble de mesures rassemblées dans son «programme pour 12 mois». De nouvelles ponctions dans les budgets des familles ouvrières, une intransigeance draconienne face aux revendications et la matraque pour ceux qui relèvent la tête, tel se présente ce gouvernement bis de Barre qui réussit le tour de force de se mettre tout le monde à dos, y compris ses alliés dans la «majorité».

Un instant aveuglés par les puissants projecteurs de la campagne électorale, les travailleurs se retrouvent le lundi 21 mars avec les mêmes problèmes. La situation de l'emploi continue de se dégrader et les salaires sont irrémédiablement bloqués. Alors les luttes s'engagent. En France, dans de nombreuses usines, souvent petites et moyennes, les débrayages et AG se multiplient, la grève illimitée est décidée, les locaux sont occupés. Ce mouvement commencé dès le lendemain des élections, continue actuellement de s'amplifier. Dans ces luttes, une détermination accrue s'est faite jour. La difficulté de lutter face à l'intransigeance patronale commence à être surmontée. On se regroupe, on se coordonne, on s'épaule dans le combat commun : ce sont 5 000 travailleurs qui se rassemblent devant la General Motors de Gennevilliers, 4 heures à peine après l'agression policière. Ce sont les grévistes des différentes branches sur Orléans, Nice, Thionville... qui mènent nombre d'actions communes et s'invitent mutuellement dans leurs assemblées générales. Ce sont les ouvriers de Bertel (Seine-Maritime) qui réoccupent l'usine après avoir été évacués par des milices patronales... Pas une usine occupé où les flics n'interviennent et pourtant le mouvement d'occupation continue de se développer. Assurément, ce renouveau des luttes, témoigne d'une prise de conscience plus nette, par les travailleurs, des enjeux de la période qui s'ouvre et que, faire céder Barre, c'est possible.

Dans les appareils confédéraux, on a très bien senti ce changement de situation. On l'avait même sans doute un peu prévu. Dès le lendemain des élections, tous les leaders syndicaux insistaient sur la nécessité de *«ne pas tomber dans le piège de l'attentisme»* et appelaient à engager l'action sans attendre. Encore faudrait-il, pour que cet appel soit efficace qu'il s'accompagne de perspectives précises de luttes, de propositions concrètes notamment sur la question des moyens de lutte. Car, à nouveau le problème se pose. Tous les propos tonitruants, toutes les déclarations d'intention ne peuvent cacher cette évidence : **les directions syndicales confédérales veulent faire attendre 78 aux travailleurs** ! Tout le monde sait que les séries de journées d'action à répétition ne servent à rien du strict point de vue de la construction du rapport de forces. Dans la dernière période, elles n'auront même pas servi à faire se rencontrer largement les travailleurs, cloisonnés qu'elles étaient entre les différentes branches.

A ce propos, plusieurs faits marquants sont apparus dans toutes les villes de France, au cours de la journée du 28. D'abord, dans les manifestations, essentiellement dirigées contre le plan Barre, on n'entendait guère le programme commun, mais par contre la volonté était clairement affirmée de ne pas en rester là. D'autre part, même si ce mouvement était largement suivi, nombreuses étaient les sections syndicales, à Paris, à Marseille, à Auxerre et ailleurs qui ont refusé d'y participer. Et qui en ont largement fait connaître les raisons ! Les débats ont été animés au cours de cette journée comme pendant sa préparation. L'idée fait son chemin, y compris chez de nombreux militants syndicaux, qu'on ne pourra composer avec les directions confédérales, qu'on devra s'opposer à elles, conquérir le droit de lutter. Le développement des luttes, et leur victoire, est à ce prix.

Gérard PRIVAT

Pour les mineurs du Nord

C'EST LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS QU'IL FAUT

Alors que le 1er mai est le symbole de la fête des travailleurs, pour les mineurs et les retraités de Liévin, l'horizon est plutôt triste et pour leur femme et leurs enfants, pour la plupart chômeurs, ce n'est pas plus gai. Ils se posent bien des questions, ces retraités mineurs, qui après une dure vie de travail, regardent, anxieux, les molettes qui ne tournent plus. Eux qui ont tout donné, eux à qui on a tout pris, même, pour beaucoup, leur santé, ils pensent tristement : *«nous nous sommes faits crever pendant toute notre vie pour en arriver à quoi ? Pour les uns le cimetière à 36 ans, pour les autres, la retraite anticipée».*

Quant à ceux qui ont quitté la fosse après trente ans de service, ils ont dû sûrement reprendre un emploi car la retraite des mineurs a le triste privilège de figurer parmi les plus basses. Triste réalité ; hier, à Liévin comme dans toutes les villes minières, on usait, on exploitait les terres.

Aujourd'hui parmi les jeunes, quelques uns se sont toujours crevés à la fosse, d'autres doivent faire plusieurs dizaines de kilomètres pour aller travailler chaque jour et beaucoup sont au chômage. Comment ne pas être amer ? Et pourtant, selon ces messieurs du PS et du PC, la reconversion minière, cela devait être l'avenir de notre région. Les fosses fermaient mais des usines allaient ouvrir et fournir des emplois à nos enfants. Que de fois les avons nous entendu crier victoire, ces gens-là, lorsqu'une usine ouvrait ses portes et donnait du travail à une centaine d'hommes ou de femmes.

Mais la réalité, c'est que cela n'a duré que quelques années, le temps pour le patron d'empocher la prime. Où sont-elles aujourd'hui toutes les promesses qu'on nous a fait miroiter avec la reconversion minière. Il n'y a qu'à la demander à un de ces mineurs qui, après plusieurs années de travail au fond, ont cru à une vie meilleure, et ont quitté la fosse pour l'usine. Aujourd'hui, à 40 ans et souvent plus, ils se retrouvent au chômage. L'usine a fermé et ils sont sur le pavé. Et ceci est vrai pour toutes les usines apparues à Liévin avec la reconversion minière. Ainsi Linflor a réduit ces effectifs de 3/4 et l'usine n'en a plus pour longtemps. La Sabés licencie, et Europâte, la soi-disant usine des jeunes, a arrêté l'embauche et pratique le chômage partiel. Décidément Monsieur Darras, il n'y a pas de quoi pavaner dans tout Liévin. Et ne parlons pas de l'usine Erickson, qu'on attend toujours. Des promesses, toujours des promesses. Depuis 20 ans le gouvernement en place en fait des promesses. Et ajourd'hui M. Barre remet ça avec son plan bis : *«serrez vous la ceinture et vos enfants auront du travail»*. Mais cela ne prend pas, nous y voyons clair, monsieur Barre ! Votre nouveau plan n'est encore qu'un moyen de prendre de l'argent dans nos poches pour l'offrir en prime aux patrons. Quant à ceux qui nous disent : *«attendons 78, ça va changer avec le programme commun»* nous ne pouvons leur faire confiance. Comment pourrions-nous oublier que ce sont ces gens, qui se disent au service des travailleurs, qui nous ont fait crever, au sortir de la guerre, avec leurs slogans : *«en avant pour les 100 000 tonnes, retroussez vos manches, redressons la France»*.

Et aujourd'hui que nous proposent-ils, ces gens là, pour lutter contre le plan Barre ? : des grèves d'une journée comme celle de vendredi ; il suffisait de faire un tour à la fosse vendredi, pour voir ce que pensent les mineurs de ces moyens d'action. Beaucoup n'ont pas suivi le mot d'ordre. On a déjà fait plusieurs fois des grèves de 24 heures et qu'est-ce qu'on a obtenu ? On perd une journée de salaire et les primes pour rien. Faire comme les éboueurs parisiens et les dockers de Dunkerque, là oui, on aurait des chances de gagner ; eux, ils se battent vraiment. Dans notre région, comme hélas partout en France, le peuple travailleur est saigné à blanc. Redresser la France au sortir de la guerre, et depuis travailler au rabais, s'endetter, voilà notre sort. Alors que depuis plus de 20 ans, les capitalistes ont dû remplir leur coffre-fort à bloc. Alors quand on a fait les comptes, on s'aperçoit que les travailleurs, eux seuls, font toujours des sacrifices. Et cela pour en arriver au plan Barre et à devoir rogner même sur la goutte de café.

Trahis à plusieurs reprises par ces gens qui se disent socialistes ou communistes, nous voulons en ce jour du 1er mai 77 dire bien haut : qu'il ne faut pas compter sur nous pour attendre 78, que nous ne croyons pas dans le programme commun mais que nous serons présents dans les luttes qui ne manqueraient pas de venir car nous gardons l'espoir que, comme le disait un de nos camarades mineurs retraité au meeting du parti, le avril à Paris : *«Le je n'est pas loin où pouvoir des travailleurs mera sur celui des capi tes»*.

Cellule des mir
de Calonne du PC

LUTTES OUVRIÈRES

Sidérurgie Lorraine

EN 78, IL SERA TROP TARD

Reportage de Julien LEBLOND

***«Je ne te cache pas que j'ai peur d'une chose aujourd'hui,* confie ce sidérurgiste de Sacilor, *c'est que la bataille contre les licenciements soit à nouveau perdue avant même d'avoir été engagée».* Ce sidérurgiste CFDT qui parle ainsi ne peut pourtant être suspecté de céder à la résignation, d'accepter une quelconque *«fatalité»* du chômage : *il sort à l'instant d'une réunion* inter-syndicale dans l'usine où il a réaffirmé et défendu comme bec et ongles la position de son organisation syndicale : procéder sans tarder à une assemblée générale de tous les travailleurs de l'usine, pour décider la grève avec occupation qui soit le premier temps du processus de l'offensive généralisée contre les licenciements dans la sidérurgie Lorraine. Non, ce qui le déçoit, c'est la réfutation une fois de plus, *de sa position par les responsables CGT. Au nom du «réalisme»,* de la *«responsabilité»* ils ont à nouveau esquivé et rejeté aux calendes grecques le principe de cette assemblée générale des travailleurs.**

La déception est d'autant plus profonde pour ce militant CFDT que pour lui la combativité des travailleurs ne saurait être mise en doute : le 26 avril, la CFDT a appelé à la grève de 24 *heures, l'ensemble des ou*vriers, du service entretien de Sacilor, gandrange-Rombas. Cette grève suivie par une large majorité des ouvriers du secteur a été un réel succès ; au poste d'après midi, l'arrêt de travail de huit heures s'est *d'ailleurs étendu au train à* fers marchands. *«Là,* ajoute ce militant CFDT, *on table sur du sûr ; ce qui est le plus incompréhensible, ce sont les tergiversations et le refus de nos camarades CGT».*

Cette situation, marquée à la fois par l'indécision et l'aiguisement des contradictions entre CGT et CFDT sur la voie à suivre, n'est *pas sensiblement différente* à Usinor Thionville... Là, les choses sont pourtant plus nettes quant à l'avenir de l'emploi et de l'outil de travail depuis l'annonce officielle au début avril, du coup de faux patronal qui place en coupe réglée 2 200 emplois.

On a alors vu à deux reprises les ouvriers d'Usinor *et avec eux les sidérurgistes* lorrains et la population thionvilloise se lever en masse. Deux démonstrations de force qui valent à elles seules comme témoignage sans appel de la volonté de lutte présente : le 14 avril, une manifestation dans les rues de la cité Mosellanne rassemblait 20 000 participants. 7 jours plus tard, ils étaient presque aussi nombreux à venir clamer *à Paris leur refus du* chômage et de la mise à mort du pays lorrain.

Une idée, à ce moment là, trottait dans toutes les têtes avec une certitude que n'avait pas tempérée le *«sursis»* accordé par Barre aux hauts fourneaux d'Usinor Thionville : *«Il ne faut pas plier, il faut occuper l'usine».*

Seulement voilà : 12 jours à peine après les éclatantes manifestations thionvilloise et parisienne, cette décision a été sans cesse ajournée et différée. Par quatre fois, l'assemblée générale des travailleurs appelée à sanctionner cette décision d'occupation a été repoussée. Le plus souvent, les responsables CGT d'Usinor se sont soustraits au verdict de la *démocratie ouvrière sous le* prétexte de désaccords persistants entre les organisations syndicales.

Ces prétextes dissimulent de plus en plus mal les mauvaises raisons des responsables CGT, telles qu'elles s'expriment dans le communiqué du *«Républicain Lorrain»* du 27 avril : *«Il va sans dire que l'occupation de l'usine entraînera une situation particulière pour les travailleurs d'Usinor Thionville, aussi, elle ne devra se faire que lorsque les circonstances l'exigeront».* Réponse franche, nette et tout à fait logique d'un ouvrier d'Usinor : *«Parce que sans doute les 2 000 licenciements annoncés officiellement et la perte certaine de milliers d'autres pour les mois à venir ne sont pas des circonstances qui exigent l'occupation ?!».* Ils n'en demeure pas moins que les positions attentistes *défendues (?)* par les responsables CGT, le fait délibéré de faire traîner les choses, jettent le trouble chez certains travailleurs. Leur souci de temporiser à l'extrême n'est pas sans rapport avec certains départs *«volontaires»* qui, s'ajoutant aux *mutations* promptement décidées par les patrons d'Usinor n'affectent pas loin de 500 travailleurs de l'usine de Thionville. De semblables positions défendues par la direction de la CGT ne sont pas seulement de nature à renforcer les hésitations présentes mais aussi à les créer, à engendrer chez certains travailleurs des solutions *individualistes de «sauve qui peut».* Ces positions ne sont pas non plus sans susciter de sérieux remous dans les rangs même des travailleurs adhérents à la CGT : le cas n'est pas rare que certains d'entre eux désertent leur syndicat pour rejoindre la CFDT.

On peut comprendre dès lors, l'incertitude, la perplexité qui animent nombre de travailleurs de la sidérurgie lorraine. *«Les patrons veulent aller vite ; nous, on nous fait perdre notre temps».* Ainsi on craignait fort que Sollac dans la foulée d'Usinor, ne rende public à son tour hier soir, son plan de *«mesures d'assainissement».*

Ce faisant, en usant de *tous les moyens pour différer* la riposte attendue par les sidérurgistes, le PCF qui contrôle très étroitement la direction CGT des usines sidérurgiques de Lorraine, amène un nombre croissant de travailleurs de la région, y compris en son sein, à s'interroger sur ses **desseins** politiques : *«Les sidérurgistes n'ont pas la mémoire courte : en 71, quand le plan Dherse, a été annoncé, on nous a empêchés de nous bagarrer. Le PCF disait très clairement à l'époque par la voix d'Antoine Porcu : «Attention, ce plan patronal est un piège pour vous faire rentrer en lutte, et faire perdre les élections à la gauche».* Aussi net que cela. A l'époque, ça a réussi ; il y a eu plus de 12 000 licenciements. Au nom des mêmes échéances électorales à venir, certains de ces petits bourgeois, architectes, médecins et autres du PCF qui viennent de *s'emparer* de la mairie de Thionville, tiennent le même langage : *«en appelant à des actions dures, incontrôlables, inconsidérées, on court le danger de susciter un réflexe de peur chez des couches socio-professionnelles nouvellement gagnées à la gauche».* Comment signifier autrement aux ouvriers lorrains qu'ils doivent s'accommoder du vaste plan de licenciements aujourd'hui *mis en œuvre par* les patrons de l'acier ? Ménager les cadres, les techniciens, c'était là le souci majeur de la CGT, qui avait délégué Le Guen, secrétaire de l'UGICT pour leur tenir un langage rassurant lors du meeting de Georges Séguy à Thionville, lundi dernier. De ce meeting, d'où les sidérurgistes CGT qui s'y étaient déplacés, sont repartis déçus, beaucoup ont retenu *une petite phrase du secrétaire* général de la CGT qui est abondamment commentée ici : *«La CGT n'a pas l'habitude de mener de luttes inutiles».*

SUCCES DU MEETING DU PCRml A THIONVILLE

A l'heure où les barons de l'acier entendent licencier un *sidérurgiste sur cinq, au* moment où les sidérurgistes cherchent à concrétiser leur aspiration à la lutte, la section de Moselle du PCRml tenait jeudi soir un meeting à Thionville pour présenter ses propositions concernant la lutte contre la crise et portait le débat sur le projet de socialisme qu'avance notre Parti.

C'est 150 personnes qui *ont participé à cette réu*nion-débat parmi lesquelles des sidérurgistes, des travailleurs des différentes usines de la région.

C'est un camarade de la Sollac qui faisait l'analyse de la situation, du redéploiement et de la profonde restructuration de la sidérurgie, et qui a clairement démontré la faillite de cette société capitaliste.

Il appartenait ensuite à un membre du secrétariat de la fédération de Lorraine de notre Parti, de porter cette *dénonciation du capitalisme* sur un plan d'ensemble, de fustiger les fausses solutions avancées par les partis du *Programme Commun et de* tracer les lignes forces, les traits dominants du projet de société socialiste que les communistes dégagent des aspirations révolutionnaires des travailleurs.

Les interventions ont été *matière à un débat vif et* passionné. Ce sont les sidérurgistes, militants syndicalistes, qui demandent *«qu'est-ce qu'il faut faire aujourd'hui pour bloquer le plan de licenciements ? Comment est-ce qu'on peut démarrer la lutte ?»* Sur ces questions, les communistes, en faisant l'analyse des positions des directions syndicales, ont démontré que la *seule solution était l'occu*pation, en soulignant qu'il fallait œuvrer pour que cette proposition soit portée à la discussion et au vote des travailleurs sans attendre.

Plus riche encore a été le débat sur le projet de cons*truction de la société socia*liste que propose les communistes : *«En quoi se différencie-t-elle du programme commun ?» «Comment la classe ouvrière peut-elle être maître d'une telle société ?».* Le débat était d'autant plus vif, approfondissant les questions essentielles, qu'une dizaine de militants du PCF y sont intervenus pour obtenir ré*ponse à ces questions.*

Ce meeting qui s'est achevé dans l'enthousiasme, est à ce titre tout à fait significatif de l'approfondissement des interrogations politiques que les travailleurs aujourd'hui en Lorraine veu*lent lever* pour assurer une issue positive à leur lutte.

le combat des "schlumpf" c'est celui de l'alsace

Interview de Jean KASPAR, secrétaire de l'UR CFDT

Recueillie par Thierry WALTER

La justesse éclatante de leur cause, leur courage, leur détermination et les initiatives mobilisatrices qu'ils ont su prendre ont suscité dans l'Alsace toute entière et au-delà, un puissant courant de sympathie et de soutien. L'écho rencontré par leur lutte dans toute l'Alsace est immense : on l'a vu lors des journées «portes ouvertes» : 5 000 à Glück, 30 000 à Malmerspach, 10 000 à Erstein, ce qui fait 45 000 au total ; on l''a vu lors de la journée «vallée morte» à St Amarin, à laquelle toute la vallée a participé et où 5 000 personnes ont manifesté ; on le voit actuellement avec les 12 000 personnes qui ont déjà visité le «musée des travailleurs». Et chacun de ces 120 000 visiteurs repartent en porte-parole au moins potentiel de la lutte ; dès le début, les travailleurs de Schlumpf ont organisé ces visites dans une claire perspective de popularisation et de mobilisation : chaque groupe, avant de visiter, est d'abord réuni dans la cour, où les travailleurs expliquent le sens de leur lutte, répondent aux questions, bref tiennent un petit meeting ; à noter, qu'après LIP, Bugatti de Molsheim etc...les travailleurs sont de plus en plus nombreux à venir groupés en délégation d'entreprise. Le soutien se manifeste aussi sur le plan financier : 38 millions ont déjà été collectés qui sont gérés collectivement par les sections syndicales de Glück et de Malmerspach.

A ce jour donc, 170 000 personnes au moins, l'immense majorité des ouvriers et d'autres travailleurs, ont manifesté concrètement leur soutien aux travailleurs de Schlumpf ; cela pour une région qui compte un million 500 000 habitants. C'est-à-dire l'écho exceptionnel rencontré par cette lutte qui continue et sur laquelle nous avons voulu, en ce 1er mai, faire le point avec Jean Kaspar, secrétaire de l'Union Régionale CFDT.

Le musée des frères Schlumpf devenu «musée des travailleurs».

—Quotidien du Peuple : Après dix mois de lutte, peux-tu faire le point de la situation ?

—Jean Kaspar : En dix mois de lutte, les masques sont tombés. En faisant échouer toute solution globale, le patronat et le gouvernement ont montré qu'ils étaient déterminés à liquider le groupe Schlumpf, cela au prix de 1 300 licenciements. Les lainiers du Nord ont eu raison des filatures alsaciennes. Les élus de droite, qui dominent notre région, ont été incapables d'influer sur les décisions du gouvernement, ce qui prouve que le pouvoir appartient de fait aux forces économiques et non pas aux forces politiques.

Durant ces dix mois, les travailleurs de Schlumpf ne sont pas restés passifs ; ils ont multiplié les initiatives : journées «portes ouvertes» dans les différentes usines, journée «vallée morte à St Amarin, manifestations à Mulhouse et à Strasbourg et surtout l'occupation du musée automobile qui, pour nous, est un acte essentiel car il permet une prise de conscience. Le musée permet de visualiser l'exploitation : l'exploitation, ce n'est plus de la théorie, ce sont ces centaines de vieilles voitures dont chacune vaut plusieurs millions (l'ensemble est évalué de 8 à 10 milliards d'A.F.). Et des Schlumpf, il y en a des centaines : les nôtres avaient la passion des automobiles, mais pour d'autres, ce sont les chevaux de course, ou le yachting... Le musée, c'est aussi un levier sans égal pour la popularisation.

—QdP : Quels sont les liens avec les travailleurs de Deffrenne ?

—J.K. : Nous sommes en liaison téléphonique constante avec nos camarades de Deffrenne. Et puis, il y en a qui sont venus visiter le musée ; le car que tu as vu sortir tout à l'heure, eh bien, c'était un car de Deffrenne. Mais le musée, c'est loin, c'est à 700 kms, aussi il était important pour les travailleurs de Deffrenne de se constituer un trésor de guerre à eux : c'est ce qu'ils ont fait en mettant en lieu sûr, une centaine de pièces de tissu.

—QdP : N'existe-t-il pas depuis le début, un plan de démantèlement qui a commencé d'être mis en œuvre par la reprise séparée de la filature d'Erstein (cela au prix de 80 licenciements, de l'instauration du travail de nuit pour de nombreux travailleurs et d'une course à la productivité) et que le patronat et le gouvernement voudraient achever par les reprises séparées de Glück et de Deffrenne et la liquidations de Malmerspach jugée suffisamment «rentable» ?

—J.K : Oui, il existe pour Schlumpf une stratégie de démantèlement qui s'inscrit dans le cadre général de la restructuration capitaliste de l'industrie textile. Au-delà du cas particulier des deux frères Schlumpf, qui se conduisaient en patron du siècle dernier, l'affaire Schlumpf est l'illustration de ce que peuvent faire les patrons : manipulation de fonds, société commerciale fictive, etc... En s'opposant au prêt AGF, la patronat a montré qu'il voulait la liquidation du groupe. L'affaire Schlumpf, c'était aussi l'illustration de ce que représente le plan Barre : en refusant d'accorder, sur les 8 milliards qu'il a destiné aux entreprises, 12 millions (soit 0,15%) qui auraient permis la continuation de l'activité des 3 usines, le gouvernement a clairement montré qu'il voulait leur fermeture et que le plan Barre est bien un plan au service de la restructuration capitaliste de l'économie.

Pour nous, face à toutes les solutions qu'on pourra nous proposer, notre position est claire et nette : nous n'accepterons pas un seul licenciement, nous exigeons le maintien sur place des 1 300 emplois.

—QdP : Comment situez-vous votre lutte par rapport à la situation politique et notamment par rapport aux échéances électorales ?

—J.K : Nous avons occupé le musée automobile en pleine campagne électorale des municipales, cela montre bien que nous ne sommes pas prisonniers d'une perspectiveélectoraliste. Pour nous, à la CFDT, l'action des travailleurs est le moteur essentiel de la transformation de la société ; les travailleurs luttent et n'attendent pas les échéances électorales ; il ne s'agit pas d'attendre 78, l'arme au pied. Mais d'autre part, ce conflit va avoir des répercussions très importantes sur le plan politique et d'abord, par la prise de conscience politique qu'il entraîne. L'Alsace d'après 78, ne sera plus semblable à celle d'avant.

—QdP : Certains ont continué de présenter les travailleurs alsaciens comme étant arriérés politiquement ; les dizaines de milliers de travailleurs alsaciens qui sont venus aux «portes ouvertes» ou au «musée des travailleurs» ont fait la démonstration éclatante du contraire. Cela ne s'est probablement jamais encore vu en France. Le seul parallèle qui me vient à l'esprit, c'est la mobilisation des Bretons autour des travailleurs du Joint Français. Les travailleurs alsaciens se sont massivement reconnus dans la lutte des travailleurs de Schlumpf et dans leur aspiration à pouvoir continuer à vivre et travailler au pays. Ne penses-tu pas que le mouvement ouvrier en Alsace revêt des caractéristiques spécifiques qui tiennent d'une part à l'histoire particulière de l'Alsace, et à l'expérience qu'elle en a tirée mais surtout au fait que les travailleurs alsaciens sont doublement exploités et opprimés par la bourgeoisie :

- sur le plan économique, politique et idéologique comme les autres travailleurs français,

- mais aussi sur le plan de leur langue et de leur culture ?

—J.K : C'est vrai que la revendication «vivre et travailler au pays», a eu en Alsace, une résonnance régionaliste. L'Alsace en a marre d'être sacrifiée à la stratégie de restructuration des groupes capitalistes et à celle des multinationales. Le travailleur alsacien subit une double oppression : à l'exploitation que l'on pourrait qualifier de traditionnelle que subissent tous les travailleurs français, s'ajoute une domination culturelle qui s'attaque à sa langue et à sa propre tradition culturelle. La droite a pu jouer longtemps l'attachement à la mère patrie, mais maintenant il y a une prise de conscience du fait que l'Alsace doit se libérer de cette double oppression et s'affirmer dans son originalité.

—QdP : Le mouvement contre les centrales nucléaires en Alsace revêt aussi cette même caractéristique régionaliste.

—J.K : Oui, c'est vrai.

QDP : Pour terminer, peux-tu me dire comment vous envisagez les perspectives ?

—J.K : Le moral est excellent et les travailleurs de Schlumpf ne sont pas à cours d'idées ; d'autres initiatives sont en préparation, mais il ne faut pas gâcher l'effet de surprise. Ce que je veux te dire, c'est que dans l'immédiat, nous organisons ce 1er mai, après la manifestation, une fête populaire au «musée des travailleurs» avec des chanteurs. Cela va dans le sens de notre volonté de faire de notre musée occupé un lieu de rencontre de tous les travailleurs.

D'autre part, pour la visite de Barre en Alsace dans la semaine du 22 au 28 mai, la CFDT organisera avec la CGT, une grande journée d'action régionale avec des débrayages et des manifestations dans toute l'Alsace.

Deux faces sinistres : Hans et Fritz Schlumpf

LUTTES OUVRIÈRES

Fonderie Messier Audry (Pyrénées Atlantiques)

1er mai : Tous unis autour des «Messier» en lutte

Pour les travailleurs de Messier en lutte depuis trois semaines contre la liquidation de leur fonderie, et le plan de 110 licenciements, le 1er mai sera l'occasion de développer le soutien populaire sur la lancée de la journée «vallée morte», il n'en est pas moins vrai que les choses ne peuvent en rester là. Les travailleurs en sont conscients, ils développent leur activité pour dégager de nouvelles initiatives et populariser la lutte. Ainsi en ce 1er mai de lutte, ils seront présents au Oloron à Pau et bien sûr, à Arudy, où un tournoi sportif de solidarité est organisé. Après le vote de mercredi, où la détermination pour la grève est sortie renforcée, les travailleurs font le point.

Non content de licencier 110 travailleurs, la direction de la fonderie Gaudard, tente de diviser les grévistes en accusant de «faute lourde», les plus combatifs. Pour 13 d'entre eux, licenciés sous aucun prétexte, 4 sont des délégués dont 3 l'ont été deux fois pour ce motif !

Gaudard a cherché à enfermer les licenciés en question dans l'illégalité et de répandre sur eux des calomnies. A la légalité patronale, les travailleurs répliquent par la légitimité de la lutte : ils exigent la levée de ces sanctions et en ce moment la négocie en échange de faire certaines pièces-types (prototypes), réalisées dans les conditions qu'ils ont eux-mêmes déterminées. La manœuvre de la direction est déjouée, mais une fois de plus, elle s'entête et menace de déposer le bilan. Ce nouveau chantage exige une nouvelle réplique !

UNITÉ DANS LA LUTTE, UNITÉ AUTOUR DES «MESSIER» !

Après la journée «vallée morte», où l'unité populaire contre la crise dans la vallée s'est concrétisée, l'unité des grévistes eux-mêmes est sortie renforcée. Pour les «Messier», il ne s'agit pas d'une journée sans lendemain, d'un enterrement de première classe courronnée du Programme Commun pour attendre 78, mais bien d'un nouveau palier dans la lutte. *«D'autres actions vont venir quand la vraie solution est là et nous, travailleurs, nous savons que nous ne devons compter que sur nous-mêmes»* (extrait d'un tract CGT du 26/4/77). Si les travailleurs doivent avant tout compter sur leurs propres forces, et diriger la grève eux-mêmes, ils représentent pour nous tous, un encouragement à la lutte dans cette période où d'autres patrons pratiquent le chantage à la crise, et menace de licencier la «PRADE, Turbomeca, Micro-Mécanique, SCPC, SVF-chimie, etc... Les «Messier» montre la voie de la lutte, c'est le combat de pointe pour tous les travailleurs de la région.

LE PCF FAIT BANDE A PART

Mercredi dernier, alors que le préfet du département tentait une reconnaissance sur la section d'autoroute Orthey-Ouest-Mont avant l'inauguration, la cellule du PCF de Messier, qui représente selon ses dires 1/10 de l'effectif de la fonderie venait interpeller de sa propre initiative le préfet sur la situation de l'aéronautique et de la fonderie. Qu'entendait ainsi démontrer le PC ? Comment peut-il se permettre de réclamer à la place de l'ensemble des grévistes la nationalisation de l'aéronautique, et comment cette revendication a-t-elle été discutée ? En tout cas, les travailleurs n'ont pas apprécié d'apprendre le lendemain le récit des faits dans les journaux sans avoir été consultés. Comme ils nous ont déclaré justement, *«et si le préfet venait à négocier quoi que ce soit, à ce moment-là, avec qui il l'aurait fait, sinon avec le PCF ?»*. Le PCF comprend d'une drôle de manière ce qu'est la démocratie ouvrière...

Correspondant Pau

Orega (Thomson CSF) - Orléans

NON AUX LICENCIEMENTS !

Aujourd'hui, pour faire face à la crise, la Thomson développe une politique de restructuration de grande ampleur contre laquelle les travailleurs d'Oréga ont engagé la lutte depuis le 18 avril, en refusant 66 licenciements. La lutte s'insère dans une reprise de l'offensive de la classe ouvrière orléanaise depuis un mois et demi.

Sur ce mouvement, vient se greffer l'aide matérielle des partis de l'Union de la gauche par l'intermédiaire des municipalités de la banlieue nouvellement conquises : les grévistes auraient bien tort de refuser la cantine gratuite pour les gosses, ou l'aide financière accordée après 15 jours de lutte (pas avant) données par ces municipalités qui préparent ainsi les législatives de 78.

Mais il est une double exigence à laquelle les travailleurs ne peuvent se soustraire : gagner leur indépendance d'action pour ne pas faire les frais de la crise ; engager et élargir un débat autonome des partis de l'UG, permettant de sortir du tandem droite/gauche, et de mettre à l'ordre du jour la révolution socialiste dans notre pays.

C'est l'efficacité même des luttes qui est en jeu, en «refusant tout licenciement» les travailleurs d'Oréga sont engagés dans cette voie, qui est la bonne.

Le secrétaire du syndicat CFDT d'Oréga donne son point de vue sur la restructuration et la lutte.

— Quotidien du Peuple : Peux-tu faire un bref historique de l'installation de cette filiale Thomson CSF et de la politique suivie par la direction ?

R. : Oréga s'est installé à Orléans il y a 7 ans, venant de Vincennes. On y fait des circuits imprimés pour le secteur «grand public» et professionnel de la Thomson ; l'autre boîte Oréga à Courbevoie s'occupe des diodes, résistances... Au début, Oréga employait moins de 100 travailleurs dans des conditions déplorables : par exemple, moi, je bossais sans protection au-dessus de bacs de trichlore. En 71 se crée le syndicat CFDT, lequel organisera la lutte en 73 pour l'intégration des primes de rendement et d'assiduité dans le salaire. Depuis quelque temps, la direction pratique l'embauche d'intérimaires, ce qui lui permet de licencier sans le dire, en faisant passer l'effectif de 266 fin 75 à 236 en mars 77. En plus, depuis février, on est passé de 42 h à 40 h sans compensation.

— QdP : Comment a été annoncé le «plan de sauvegarde» contre lequel vous vous battez ?

— Depuis janvier, nous avons un nouveau patron, un «facho» qui vient de Suresnes, où il était chef de production à la Socapex, une autre filiale de la Thomson. Maintenant, on est sûr qu'il est venu pour s'occuper des licenciements. Au dernier CE, il nous a annoncé 66 licenciements pour des «raisons économiques d'ordre conjoncturel». La première charrette est prévue pour la fin juin. Il est prévu une modernisation des machines, mais qui va supprimer aussi des emplois : par exemple, il vient d'arriver une perceuse à commande numérique qui supprime dix postes.

— QdP : Quelles justifications sont apportées à ce plan, et qu'en pensent les travailleurs ?

— Ce qui est avancé par la direction, ce sont des questions de concurrence et des nécessités de fusion pour y faire face : fusion avec la Socapex, et pour la concurrence le patron veut ramener l'effectif à 170, le même que chez le concurrent «Nicolitch» qui annonce un chiffre d'affaires comparable.

Pour nous, c'est ne pas tenir compte de l'organisation du boulot qui n'est pas pareille, et de toute manière, on n'a pas à en subir les conséquences. C'est comme pour la modernisation, oui si ça améliore les conditions de travail, mais non si c'est pour nous mettre au chômage. Ce qu'ils recherchent, c'est le profit maximum ! La preuve ? Le plan prévoit de licencier et en même temps d'augmenter les cadences de production de 40% !

Je pense aussi que l'opération vise à restructurer les composants de la Thomson au profit des Américains : d'un côté, par un accord avec Fairchild ; et de l'autre, pour Philips (néerlandais) par des accords avec lui et la CGE et CII.

— QdP : Cela fait 8 jours de lutte maintenant, comment en vois-tu la poursuite ?

— On est parti tout de suite très fort en bloquant les portes et par la grève sur le tas ; parce qu'on n'a pas d'autres moyens. D'ailleurs, la réaction du patron qui a envoyé les cadres contre le piquet montre qu'on a visé juste (NDLR : voir QdP du 23/24 avril) et des non-grévistes nous ont rejoint.

On s'est organisé en commissions, c'est important pour le moral, ressouder les rangs. Vendredi dernier notre manifestation en ville nous a aidés dans ce sens.

— QdP : Quel écho a votre lutte dans le reste du trust, et quel impact ont en retour les autres luttes ?

— Au niveau syndical, nous avons toujours fait l'information, mais on se rendait pas compte vraiment de ce qu'en pensaient les ouvriers. Aujourd'hui, c'est différent, par exemple, dimanche dernier, on était une trentaine en réunion syndicale (des syndiqués et des non syndiqués), ça ne s'était jamais vu. On sait aussi que d'autres filiales nous soutiennent, on les tient au courant régulièrement. Tu vois : il y a déjà eu des arrêts de travail à Suresnes (la Socapex) et à Courbevoie, pour nous soutenir. Et puis localement, la plupart des boîtes viennent au piquet, discuter avec nous, ceux de Chénesseau sont même venus une nuit au piquet quand on bloquait les portes.

— QdP : Et les partis de l'union de la gauche ?

— On est allé demander du soutien aux mairies de gauche, et aussi à celles de droite (mais sans illusion, pour celles-là), enfin on tire «les sonnettes», et ça commence à venir au niveau des cantines pour les gamins, des bons d'achat pour les familles.

Mais ce qu'on ne veut pas, c'est la récupération.

Propos recueillis par le correspondant Orléans

«Point chaud» aujourd'hui à Lip

QUELLES ÉCHÉANCES SE FIXER ?

C'est aujourd'hui à Palente, que se tient le «point chaud» organisé par la FGM CFDT. C'est la façon dont la CFDT marquera le 1er mai à Besançon. Seront présents, à ce rassemblement, outre les «Lip» bien sûr, les travailleurs de Besançon mais aussi d'importantes délégations, venues de Lorraine, de l'Alsace, du pays de Montbéliard...

Il est certain que rassembler tous ces travailleurs d'une région durement touchée par la crise, constitue un aspect tout à fait positif. Puisque cela correspond à cette aspiration ouvrière de s'unir contre le plan Barre. C'est bien ce qu'il s'agit d'affirmer avec force, pour lutter ce qui sera certainement l'enjeu d'une lutte aujourd'hui contre les partisans d'attendre 78 ! C'est que cette journée, est présidée par Chérèque, celui qui avait condamné la coordination des luttes en 76 et qui a un lourd contentieux avec les «Lip».

C'est certain, Chérèque viendra faire un discours ronflant sur *«il ne faut pas attendre 78 ; c'est tout de suite qu'il faut lutter»*, mais n'offrira rien comme perspective immédiate si ce n'est en réalité celle d'attendre, de patienter jusqu'aux prochaines échéances électorales ! Non, il ne s'agit pas que les travailleurs servent de masse de manœuvres pour les projets politiques bourgeois des partis de gauche, et qu'ils repartent sans perspectives concrètes de lutte, sans que puissent se débattre les questions essentielles de l'heure : «Comment construire le rapport de force immédiatement ? Quelles initiatives concrètes prendre dans la période ? Et bien d'autres questions encore c'est ce qu'il faudra imposer aux partisans d'attendre 78, pour que triomphe la voie de la lutte !

Correspondant Besançon

Éboueurs parisiens : 10e jour de grève !

Après la participation massive à la journée d'action de la fonction publique d'avant hier au cours de laquelle ils furent particulièrement apolaudis, les éboueurs parisiens, hier, ont décidé, comme chaque jour maintenant depuis une semaine, en assemblée générale, de reconduire leur mouvement.

En face d'eux, Chirac : un Chirac de plus en plus coincé entre sa volonté d'appliquer le plan Barre et les grognements qui commencent à se faire sentir du côté de la hiérarchie militaire qui voit dans le rôle qu'elle joue actuellement un obstacle au rapprochement *«de la nation avec l'armée»*. Selon certaines informations, elle aurait même décidé en guise *«d'avertissement»* de ne pas effectuer le collectage des ordures ce week end et d'envoyer les soldats en permission. Ces contradictions au sein de la bourgeoisie sur la tactique à employer ne peuvent qu'encourager les éboueurs à amplifier l'action !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les méthodes de l'anti-gang

LA SECURITE N'EST PAS DU WESTERN

Mercredi les policiers de la brigade anti-gang tiraient sur des gangsters qui venaient de réaliser un hold-up à la Trésorerie Principale Municipale de St-Denis. La grande presse applaudissait à ce nouveau coup d'éclat de l'anti-gang. Les travailleurs des Finances qui ont été les témoins de cette action ont un autre point de vue sur la question.

Ainsi, la brigade anti-gang n'a pas empêcher le hold-up dont elle était prévenue, elle était sur place avant les gangsters, les a laissés faire pour pouvoir ensuite faire un carton, abattant deux gangsters sur cinq.

Ce type d'intervention, outre qu'il s'apparente aux méthodes des gangsters, met en danger la sécurité du personnel des trésoreries et des passants. Plusieurs passants par le passé ont payé de leur vie le goût de la brigade anti-gang pour les méthodes de cow-boys.

Mais la sécurité dont se réclament nos ministres est bien le dernier de leur souci. Ainsi, le syndicat CFDT du Trésor fait observer que malgré *«plusieurs dénonciations publiques par la section locale CFDT l'immeuble de la Trésorerie Municipale de St-Denis menace ruine, les installations sont vétustes, aucun dispositif de sécurité n'a jamais été mis en place.»*

Le carton de l'anti-gang

Par contre, on demande au personnel d'effectuer des rondes pour répérer d'éventuels gangsters.

Dans un communiqué, la «Fédération des Finances CFDT et son Syndicat du Trésor *«condamnent une nouvelle fois l'incroyable insécurité des locaux dans lesquels l'administration oblige ses agents à travailler. Les méthodes irresponsables qui sont employées par la hiérarchie policière de la brigade de Recherches et d'intervention accroissent encore cette insécurité.»*

Flamanville

Le tribunal des référés déboute les écologistes

Malgré l'illégalité flagrante de l'action d'EDF, illégalité dont cette société se vante, le tribunal des référés de Cherbourg saisi par le CREPAN (Comité Régional d'Études pour la protection et l'aménagement de la nature) et le CRILAN (Comité Régional d'information et de lutte anti-nucléaire) a déclaré irrecevable leur action en référés contre EDF.

Il s'est également déclaré incompétent et a renvoyé les demandeurs se pourvoir devant le tribunal administratif de Caen.

Une autre action en justice est en cours contre EDF, introduite par des associations écologiques de Creys-Malville, pour voie de fait. EDF pratique en effet la politique du fait accompli. Comme à Cherbourg, il est probable que le tribunal de Grenoble déclarera cette action irrécevable. Contrairement aux tribunaux allemands qui ont prononcé plusieurs déclarations défavorables à l'implantation de centrales nucléaires, il semble que les tribunaux français laissent les mains libres à EDF pour implanter des centrales nucléaires.

LUTTES OUVRIÈRES

Nice

VICTOIRE A LA FONDERIE GIORDAN

Les travailleurs en grève préparent le 1er Mai

Jeudi, le patron de la fonderie Giordan, adjoint au maire de Nice, a cédé. Il a dû accorder aux travailleurs :

- salaire minimum pour 40 heures : 2 000 F
- 13e mois à la place de la prime de fin d'année qui était demandée.
- augmentation de 3 % avec rappel de fin janvier
- réduction de 43 h à 40 H sans diminution de salaire

Comment à Giordan, un des fidèles de Jacques Médecin, maire de Nice, et giscardien, en a-t-il été réduit à une pareille défaite ? Les facteurs de la victoire, il faut les chercher dans la détermination et l'unanimité dont ont fait preuve les ouvriers. Grâce au débat mené dans la section syndicale CFDT, partant de leurs problèmes, les travailleurs ont pu construire leur unité autour des revendications.

Ils ont élargi le cadre de la lutte à des boîtes dépendant du même patron (E.G.A.) et si l'unité n'a pu être réalisée pleinement cette fois-ci, le débat qui s'est déroulé a contribué à renforcer les positions des ouvriers fondeurs, et les perspectives pour l'avenir : *«Si vous entrez en lutte, à votre tour, nous nous remettrons en grève pour vous soutenir car nous avons le même ennemi.»*

Élargissant encore le cadre de la lutte, ils ont tissé des liens avec d'autres boîtes voisines comme la SCOM et les pneus Alessandro. L'intransigeance de Giordan a été sérieusement entamée entre autres par la menace que son banquet prévu le 1er mai soit perturbé par les trouble- fête de la fonderie et de la SCOM réunis, bien décidés à manifester à cette occasion avec banderoles à l'appui.

LES PERSPECTIVES : APRES CETTE LUTTE : OUI LA VICTOIRE EST POSSIBLE !

D'une part, continuer et renforcer la popularisation et le soutien aux boîtes en lutte toujours plus nombreuses à Nice et dans la région (par exemple, une collecte arrivée la veille de la victoire sera partagée entre d'autres usines en lutte. Autre exemple : les fondeurs participent activement aux fêtes et manifestations organisées par les usines occupées, en particulier la SCOM et les pneus Alessandro, pour le 1er mai). D'autre part, les ouvriers de Giordan développent la coordination avec les autres fonderies en lutte actuellement et porteront les perspectives de lutte à l'échelle du Syndicat National des Fonderies. Des premiers contacts sont déjà pris dans ce sens. Ce qui est obtenu pour une fonderie doit l'être aussi pour les autres.

Pneus Alessandor

Le patron qui se dispense depuis le début, d'assister aux assemblées prévues de peur d'y rencontrer les grévistes et qui se reposaient sur l'espoir d'un jugement de tribunal, ordonnant l'expulsion par les flics des ouvriers occupant l'usine a dû être déçu. Ce jugement du tribunal a en effet été différé. A la suite d'une analyse montrant la présence de talc dans les bronches d'une ouvrière. Il a été décidé qu'une visite de l'hygiène aurait lieu à l'usine (toujours occupée), la semaine prochaine. Plus que jamais, les travailleurs des Pneus Alessandro sont déterminés à poursuivre et à populariser leur lutte pour les conditions de travail et un salaire décent. Dans ce but, ils appellent tous les ouvriers en lutte, et la population des environs à venir s'informer devant l'usine le 1er mai, après la manifestation.

SCOM

Les travailleurs de la SCOM qui luttent depuis plusieurs mois, et occupent leur usine depuis le 3 mars 1977, organisent le 1er mai, une journée «porte ouverte à la population» avec visite de l'entreprise sous la conduite des travailleurs, concours de boules et grand bal populaire. Ils appellent les travailleurs à venir nombreux apporter leur soutien en ce jour de lutte.

Brutalités policières à Mulhouse

Mulhouse, le 27 janvier à 18 h 00, un lecteur allemand (professeur non titulaire) cherche à se garer devant l'université populaire. Interpellé par des agents de police qui lui ordonnent de partir, il tente de s'expliquer. Ne comprenant pas, il attend dans sa voiture. Un agent de police se précipite sur lui en hurlant, lui demande ses papiers. Stupéfait, il refuse de s'exécuter. Il ne peut fournir son permis de conduire oublié chez lui, on l'emmène immédiatement au commissariat central. Un agent le fait rentrer dans un bureau et commence à le frapper à coups de pied et de poing à la tête, au corps, dans le bas-ventre. Il est ensuite enfermé pendant deux heures dans une cellule d'où il verra un jeune brutalisé. Toute communication avec l'extérieur lui est refusée. Relâché vers 22 h après 4 heures de détention, il apprend que sa voiture est en fourrière, il doit payer 130 F pour la récupérer et 120 F pour stationnement interdit.

Comble de l'histoire, l'agent qui l'a frappé et s'est blessé la main en le tabassant, porte plainte contre lui et l'accuse de l'avoir blessé en refermant sa portière.

L'affaire est jugée le lundi 2 mai à 8 h 30. Vous pouvez venir apporter votre soutien en venant au tribunal.

Correspondant Mulhouse

Corse : interpellation de onze autonomistes

Onze autonomistes corses ont été interpellés à Ajaccio par la police qui enquête sur l'attentat commis contre le village du Club-Méditerrannée, à Cargèse. Trois des personnes interpellés ont été gardées, les autres relâchées.

Chirac : la politique du bulldozer

Pompidou l'appelait le bulldozer en raison de son caractère. Il y a aujourd'hui une autre raison de conserver ce surnom à Chirac. Le nouveau maire de Paris s'il a consenti à maintenir le Carreau du Temple au moins provisoirement, par contre, a décidé de faire percer la radiale Vercingétorix dans le 14e arrondissement. Ce projet rencontre l'opposition quasi-unanime des habitants du quartier. Les associations «Paris-Ecologie 14e» et «Vivre dans le 14e» appellent avec les syndicats à participer à un rassemblement dimanche au métro Faidherbe-Chaligny pour participer au défilé syndical.

INTERNATIONAL

Espagne

1er MAI INTERDIT, 5 SYNDICATS LÉGALISÉS

Tous les meetings et les manifestations prévues pour le 1er mai ont été interdites par le gouvernement Suarez.

Par ailleurs, 5 centrales syndicales ont obtenu leur légalisation. Il s'agit de la confédération des commissions ouvrières (dirigée par les révisionnistes), de l'UGT (socialiste), de l'USO (socialiste autogestionnaire), de la STV (centrale basque) et de la SOC (syndicat catalan, démocrate-chrétien).

Le 1er mai, les syndicats unitaires dirigés par l'ORT doivent tenir le congrès constitutif de leur confédération.

Rhodésie

DES MIRAGES POUR LES RACISTES

L'Afrique du sud s'apprête à livrer des «Mirage» à la Rhodésie pour lui permettre d'effectuer des raids sur les pays de «première ligne», notamment le Mozambique.

Les «Mirage» livrés par l'Afrique du sud sont soit des avions *livrés directement* par la France, soit des avions montés dans les usines installées en Afrique du sud par Dassault destinées à fabriquer sous licence l'avion français.

De son côté, Smith a annoncé qu'il appuyait la proposition américaine de garantir le fonds destiné à indemniser les colons de Rhodésie dans la perspective d'une indépendance. Cette proposition faite par la Grande-Bretagne au début *de l'été 76 avait été rejetée* par le gouvernement Smith. L'acceptation des garanties américaines cache-t-il un recul des racistes imposé par les pressions de plus en plus fortes des USA pour que les colons fassent des concessions aux mouvements de libération que Smith est incapable de vaincre.

AFRIQUE DU SUD : MANIFESTATION MASSIVE A SOWETO

Les milliers de lycéens et écoliers (près de 10 000) ont *manifesté de nouveau* à Soweto, la cité-dortoir de la banlieue de Johannesbourg contre la décision prise d'augmenter les loyers de 80 % des maisons africaines.

Les manifestants criaient : «Baissez les loyers», «libérez les prisonniers». Les policiers armés ont tiré sur les manifestants, en ont blessé 3, et en ont arrêté 49.

Ce n'est pas la première hausse des prix qui intervient depuis très peu de temps. Les prix des produits de base de l'alimentation, des tarifs des chemins de fer, et les bus, le prix du charbon, tous ont augmenté, au moment où le chômage continue à s'étendre.

Ces manifestations sont intervenues au moment où des délégations de cinq pays : *la France, les États*-Unis, le Canada, l'Allemagne et la Grande-Betagne sont arrivés en Afrique du sud. C'est ce qui a inquiété le ministre de la police, Kruger.

Pakistan : accusations contre les USA et démentis

Le premier ministre pakistanais a accusé les USA d'avoir versé d'importantes sommes d'argent à l'opposition pour organiser une campagne visant *à le renverser*. Les raisons de cette action américaine serait d'après Ali Bhutto que le Pakistan avait été en désaccord avec les USA lors de leur agression au Vietnam, lors de la guerre *d'octobre 1973 au* Moyen Orient, et parce que le Pakistan avait accueilli la conférence pan-islamique en 1974. Par ailleurs les contradictions se sont développées, le Pakistan ayant refusé de renoncer à l'achat d'une usine nucléaire de retraitement en 1976.

L'opposition qui a organisé des manifestations de plusieurs milliers de personnes, qui a obligé le premier ministre à recourir à l'Etat d'urgence dans les principales villes du pays a *mis avoir eu des contacts avec les* Américains.

Quant au département d'Etat US il a rejeté les accusations de Bhutto en disant que les USA *«n'ont ni le désir, ni de raison de faire quelque effort pour aider l'opposition au premier ministre Bhutto».*

Vietnam-USA

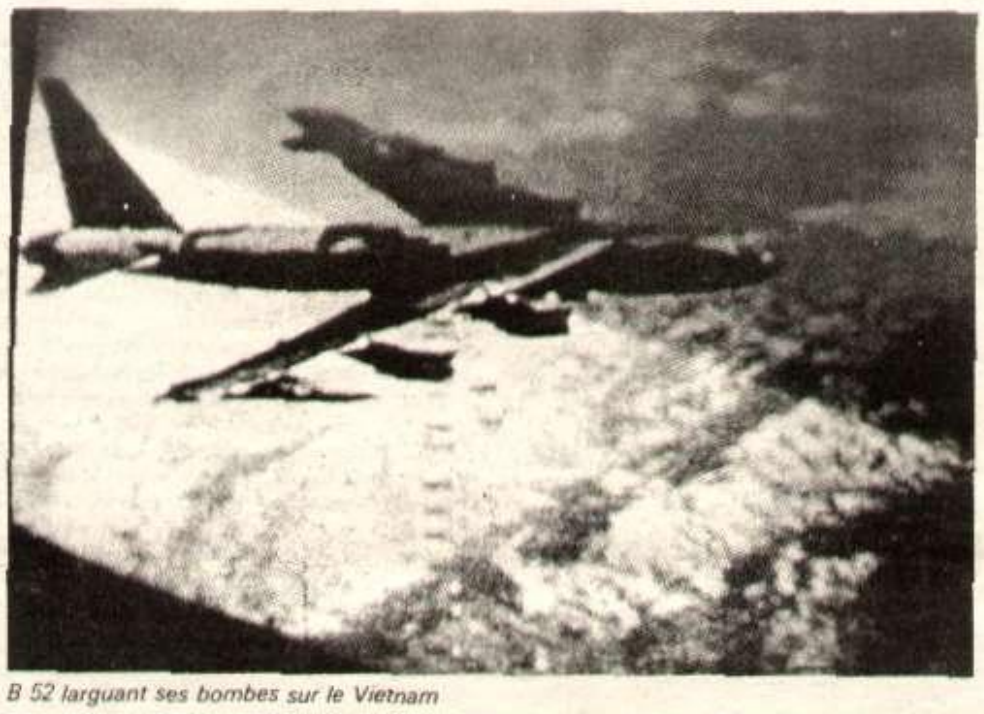
LES USA DOIVENT PAYER

Les contacts doivent reprendre lundi à Paris

«Notre place est à l'ONU comme ma place maintenant est ici sur cette chaise. Et personne ne pourra rien contre cela» a dit Pham Van Dong. C'est la dernière bataille de la guerre de libération que le Vietnam doit mener dans les discussions qui doivent reprendre lundi à Paris entre le Vietnam et les USA.

Les Etats-Unis ont opposé leur veto contre l'entrée du Vietnam à l'ONU. Mais ils devront céder devant la quasi-totalité des membres *de l'assemblée.*

Et ils devront aussi payer. Les centaines de milliers de morts, les forêts empoisonnées à la dioxine ne pourront jamais l'être. Mais les digues bombardées, les ponts détruits, les villes et les villages rasés, tout cela, ils doivent le payer, en application des accords de Paris de 1973 qu'ils ont signés.



B 52 larguant ses bombes sur le Vietnam

LES DROITS DE L'HOMME AU VIETNAM

A l'issue de son séjour officiel en France, le premier ministre vietnamien effectue une visite privée au cours de laquelle il souhaitait notamment se rendre en province. Avant de mettre fin à son séjour officiel, une fois les accords signés avec le gouvernement français, le premier ministre a tenu une conférence de presse, dans laquelle il a déclaré :

«Nous avons combattu de longues années. Nous avons fait des sacrifices inouïs pour obtenir notre indépendance et notre liberté, et cela pour chaque Vietnamien. C'est ainsi que nous concevons les droits de l'homme, c'est le droit pour chacun d'être libre chez lui et indépendant dans son pays. Nous ne les concevons pas de manière formelle. C'est plus sérieux, c'est le droit pour tout homme à une vie digne, libérée de toutes ses chaînes, pour se développer et pour participer de toutes ses forces à l'œuvre commune...

Les centres de réhabilitation constituent une application très heureuse de notre conception des droits de l'homme. Nous offrons à des gens qui ont commis des crimes monstrueux une chance de redevenir des hommes, de retrouver leur place dans la société. Il ne reste qu'un petit noyau dans les centres de réhabilitation, ceux qui ont commis des centaines de crimes dont les victimes, celles qui sont encore vivantes, demandent le jugement».

Italie

PROGRAMME COMMUN ENTRE LE PCI ET LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Depuis jeudi, la démocratie chrétienne a accepté que soit discuté une sorte de programme commun entre le PCI et le parti démocrate chrétien, au cours d'une réunion des partis dits de l'arc constitutionnel comprenant le PCI.

La direction de la démocratie chrétienne a donné mandat à Zaccagnini le secrétaire national, pour «examiner avec sérieux la possibilité d'une convergence sur les points de programme suivant les lignes exposées dans le rapport du secrétaire».

Celui-ci a notamment déclaré «Nous ne pouvons nous soustraire à une recherche d'entente sur un programme déterminé. Mais la DC doit exclure avec clarté la perspective d'un gouvernement d'urgence».

Celui-ci était réclamé avec vigueur par le PCI, qui depuis plusieurs semaines, notamment depuis les affrontements de Bologne et de Rome, menace de mettre fin au «gouvernement de l'abstention». C'est ainsi qu'est nommé le gouvernement italien entièrement chrétien démocrate, qui ne tient debout que par l'abstention, le soutien critique du PCI sur toutes les mesures qui ont été prises.

Qu'est-ce qui constitue le corps des propositions soutenues de façon critique par le PCI, quelles ont été ses propositions propres ? L'austérité et la répression.

Au cours d'un meeting mercredi, Berlinguer réaffirmait l'exigence du PCI en affirmant : *«La population n'en peut plus»*, il a exigé un *«tournant politique»* faute de quoi, a-t-il affirmé, la situation deviendrait *«irrécuperable»*. La DC lui a fait connaître la réponse : pas de place au gouvernement pour l'instant. Le PC devra se contenter d'être un peu plus engagé dans une politique anti-populaire menée par la DC, en signant un *programme commun* avec elle.

ULTIMATUM BOURGEOIS A LA DIRECTION DE LA DC

Des électeurs démocrates-chrétiens viennent de constituer une organisation nommée Mille (Mouvement pour une Italie Libre dans une Europe Libre) qui adresse cet ultimatum à la direction de la DC : *«Vous nous promettiez de rénover la DC et de refuser tout compromis. Bien. Nous vous avons crus et nous avons voté DC. Il faut reconnaitre que le programme de gouvernement avec le PCI est un compromis», «Nous sommes, tous des bons bourgeois, des magistrats, des ingénieurs»*, dit le porte parole de ce groupe. *«Notre initiative est la première expression d'une plus grande participation à la vie politique du pays».*

Marchais-Berlinguer : entre ministres

Depuis jeudi soir, Marchais est à Rome, où il discute avec Berlinguer. Le parlement européen, la conférence de Belgrade sur l'application des accords d'Helsinki, les problèmes du révisionnisme international ont sans doute une bonne place dans leurs entretiens. Mais, selon Marchais, une importance toute particulière sera accordée à la question *«des rapports entre la France et l'Italie et de leur coopération dans tous les domaines, politique, économique, scientifique et culturel».* Un avant goût de rencontre inter-ministérielle entre deux forces qui piétinent au seuil du pouvoir. Une perspective à laquelle le PCF se prépare sérieusement puisque des émissaires de Marchais ont préparé son voyage italien en rencontrant pratiquement tous les partis de l'arc constitutionnel, des socialistes aux démocrates chrétiens.

LES NÉGOCIATIONS SALT

les super-puissances preparent la guerre

Cyrus Vance à Moscou : un partenaire fermement éconduit

Derrière le véto soviétique aux négociations SALT 2, il y a la course des deux superpuissances à la supériorité militaire absolue. Dans cette course, l'URSS est en bonne position et le rapport des forces, jusqu'alors favorable aux Américains, est sur le point de basculer. Et comme enjeu de cette course, la main mise de l'Europe, comme moyen décisif de s'assurer l'hégémonie mondiale.

LES ACCORDS SALT 2

Lors de la rencontre de Vladivostok, en 1974, entre Américains et Soviétiques, un protocole avait été établi qui limitait à 2 400 le nombre des vecteurs nucléaires autorisés pour chacune des deux superpuissances, et parmi ceux-ci à 1 320 le nombre des engins «mirvés» (à plusieurs ogives nucléaires guidées indépendamment, donc de bien plus grande efficacité). Ce protocole convenait parfaitement au plan d'équipement nucléaire soviétique. Autant d'engins de part et d'autre ; l'URSS compte combler rapidement son retard sur la technologie des «MIRV» ; et enfin la puissance explosive bien supérieure des ogives soviétiques (1 million de tonnes contre 170 000 tonnes pour les ogives US) accordait à l'URSS une supériorité formidable en puissance destructive.

Plusieurs points restaient à régler qui portaient atteinte à cette supériorité : le cas du «missile de croisière» américain, une sorte d'avion téléguidé, sans pilote, volant à très basse altitude pour ne pas être repéré par les radars. Le cas des bombardiers «stratégiques» B 1 américains et «Backfire» soviétiques. Enfin, le cas des «bases avancées» US, bases de sous-marins ou de bombardiers en Europe.

On comprend que les dernières propositions américaines qui réduisent à 1 800 le nombre de vecteurs autorisés dans chaque pays, et qui incluent dans ce chiffre le Backfire soviétique, aient entraîné un «niet» retentissant. Elles obligeraient d'ores et déjà l'URSS à mettre à la casse une bonne partie de leurs engins, sans pour autant assurer que les USA ne les «doublent» technologiquement par de nouvelles armes.

LA GUERRE ÉCLAIR NUCLÉAIRE

C'est le scénario le plus probable élaboré par les stratèges militaires soviétiques. L'objectif, l'occupation de l'Europe par les troupes soviétiques. Comme hypothèse, une limitation du conflit au territoire européen, la puissance nucléaire des deux superpuissances étant telle que toute attaque nucléaire contre le territoire d'une des deux entrainerait immédiatement une riposte quasiment illimitée de la part de l'autre.

Dans un premier temps, l'Union Soviétique détruit par un tir nucléaire surprise les sites d'armes nucléaires tactiques de l'OTAN, les principales unités de combat sur le terrain des opérations, le centre de l'Europe. Dans le même temps, la flotte et l'aviation soviétiques prennent le contrôle de l'Atlantique et de la Méditerranée, isolant l'Europe des USA et des sources de pétrole du Moyen-Orient. Les conditions sont alors remplies pour une invasion rapide de l'Allemagne par les chars soviétiques, appuyés par des batteries d'armes nucléaires tactiques (de faible puissance et à courte portée).

Les choix militaires soviétiques actuels, viennent confirmer ce scénario : une forte armée conventionnelle d'agression centrée autour d'unités blindées, la production massive des SSX20, engin nucléaire sur véhicule terrestre mobile et à moyenne portée.

Il y a quelques semaines, Cyrus Vance, l'envoyé de Carter à Moscou, se voyait fermement éconduit par Brejnev. Ses propositions concernant la renégociation des accords SALT sur la limitation des armes nucléaires à longue portée étaient purement et simplement rejetées. Depuis, Carter laisse entendre que des concessions pourraient être faites lors des discussions entre experts qui reprennent le 11 mai.

Dans le même temps, le social-impérialisme soviétique poursuit son offensive en direction des pays d'Afrique. La superpuissance soviétique emploie un ton nouveau, se montre plus exigeante. C'est la preuve qu'elle a sérieusement renforcé ses positions par rapport à sa rivale américaine et particulièrement sur le plan militaire. Le formidable effort de militarisation imposé depuis 15 ans par la nouvelle bourgeoisie russe aux peuples d'Union soviétique commence à peser lourd dans la balance du rapport de forces militaire à l'échelle mondiale. L'Union soviétique s'est donnée les moyens de sa politique d'expansion et d'hégémonie.

Dans ces visées hégémoniques, l'Europe occupe une place fondamentale. Qui domine l'Europe, peut disposer d'un formidable potentiel économique, technique et humain et de possibilités accrues pour la domination des pays du Tiers-Monde. Voilà qui détermine les choix militaires faits par les deux superpuissances.

LA COURSE A LA SUPÉRIORITÉ MILITAIRE

L'Union Soviétique avec les forces du pacte de Varsovie, dispose de 4,5 millions d'hommes sous les armes, dont près de 2 millions stationnés en Europe. En quelques jours, elle peut mobiliser plus de 25 millions d'hommes. Les forces de l'OTAN s'élèvent à 2,2 millions dont près d'un million en Europe. L'URSS peut aligner 40 000 chars contre les 10 000 des Américains et de leurs alliés. L'ensemble du matériel des troupes du pacte de Varsovie est uniformisé : un pilote de MIG hongrois, polonais ou russe peut piloter n'importe quel MIG dans n'importe quel pays du pacte, les munitions et les armes partout sont les mêmes... Ce qui est loin d'être le cas pour les pays de l'OTAN. Sur le plan des forces conventionnelles, et particulièrement des forces d'agression en direction de l'Europe, l'URSS dispose donc d'une supériorité numérique et tactique importante.

Sur le plan nucléaire, l'URSS a mis, depuis les derniers accords SALT de 1972, les bouchées doubles pour rattraper son important retard numérique et technologique par rapport aux USA. A l'époque, aucun engin soviétique ne disposait du système «MIRV» permettant d'envoyer, à partir d'une même fusée, plusieurs charges nucléaires guidées indépendamment ; ce programme est aujourd'hui largement avancé quoique bien en-deça de ce dont disposent les Américains. Par contre, la puissance explosive des engins soviétiques est bien supérieure à celle des engins américains. Le système de protection «civile» soviétique, protection des cibles militaires, usines souterraines... est également bien supérieur à celui des Américains. Pour obtenir la supériorité nucléaire absolue, il reste encore aux Soviétiques à combler un certain retard technologique, particulièrement dans le domaine des «MIRV» et c'est ce qui explique leur refus catégorique des propositions de Cyrus Vance. Il est un autre domaine dans lequel les Soviétiques l'emportent sur les Américains, c'est celui des engins nucléaires à moyenne portée : l'URSS dispose de la fusée SSX 20 d'une portée de 4 à 5 000 km, qui peut être lancée à partir d'un véhicule terrestre mobile et équipée d'ogives nucléaires «mirvées». Quand on sait que ces engins, construits actuellement en nombre important, sont disposés en direction de l'Europe, on en comprend tout l'intérêt pour les Soviétiques.

LES RISQUES D'UNE GUERRE NUCLÉAIRE

La stratégie nucléaire des 2 superpuissances a toujours été liée au rapport de leurs forces. Tant que les Américains avaient le quasi-monopole nucléaire, ils prônaient une stratégie de «représailles massives» visant à détruire des villes entières. Vers les années 60, quand le programme soviétique a commencé à prendre réalité, la stratégie était celle de la «riposte graduée», repoussant à la dernière limite l'usage de l'arme nucléaire et ne la prévoyant qu'en riposte de plus en plus sévère suivant l'ampleur des tirs nucléaires de l'adversaire.

Aujourd'hui, on parle de plus en plus d'une nouvelle doctrine, développée par les stratèges US de «Los Alamo» (institut de recherche militaire) ou les théoriciens soviétiques de la «guerre éclair» nucléaire. Selon cette nouvelle doctrine toute attaque nucléaire de l'une des deux superpuissances sur le territoire de l'autre entrainerait immédiatement une riposte en avalanche, les réserves nucléaires des deux superpuissances étant telles que aucune des deux ne peut s'assurer la victoire de cette façon. La nouveauté de cette doctrine est l'utilisation de l'arme nucléaire «tactique», de plus faible puissance et de portée réduite, sur le terrain des opérations. Les Américains disposent en Europe d'environ 7 000 de ces ogives tactiques, les Soviétiques beaucoup moins, mais leur retard sera rapidement comblé, d'autant plus qu'aucun accord ne limite cette catégorie d'armes nucléaires. Cette nouvelle doctrine sert donc parfaitement les visées hégémoniques des deux superpuissances sur l'Europe. Elle épargne leurs territoires respectifs et fait supporter toutes les conséquences du conflit sur les peuples d'Europe.

Déjà révélée par les accords d'Helsinki dont la fonction est de cacher sous le terme de «détente» des préparatifs de guerre, l'hypocrisie de telles négociations se heurte à la volonté de paix et d'indépendance des peuples. Toute tentative de guerre, d'agression, d'atteinte aux droits des peuples se heurtera à leur volonté inébranlable de défendre leur indépendance. Dans cette lutte la préparation de la révolution socialiste en France constitue une arme décisive pour dissuader les deux superpuissances d'agresser notre pays.

Les sous-marins US, lanceurs de missiles nucléaires, et leurs bases 'avancées' : un point d'achoppement dans la négociation soviéto-américaine.

L'URSS dispose de fusées nucléaires à moyenne portée «mirvées», pouvant être lancées à partir de véhicules terrestres.

INTERNATIONAL

Les apartés de monsieur Carter

LA FAIBLESSE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE FAIT LA FORCE US

Dans les bureaux de la Maison Blanche, les techniciens de la télévision US qui mettaient au point une prestation télévisée de Carter ont enregistré ce petit dialogue privé entre Carter et les principaux responsables économiques de son administration. Deux d'entre eux, Burns et Blumenthal, le responsable de la Banque fédérale et le secrétaire au Trésor viennent de rencontrer le gouvernement français.

«Le plus intéressant semble être l'attitude positive du nouveau, premier ministre français à l'égard des États-Unis. C'est nouveau» affirme Burns.

«Lorsque je suis allé en France, il y a trois ou quatre ans, dans le cadre d'une tournée dans dix ou douze pays alors que j'étais gouverneur, ce fut le seul pays où j'ai eu le sentiment que je n'étais pas reçu avec amitié. Cela a changé» dit Carter. Blumenthal a une réponse toute prête : *«Cela est dû pour une part à leur économie fondamentalement faible. Ils savent qu'ils ont besoin de nous... Aussi sont-ils plus coopératifs !»*

Voilà qui donne un aperçu sur la manière dont les USA préparent le sommet de Londres et quelle coopération ils veulent promouvoir dans le cadre de la «Trilatérale» : faire plier les pays européens et notamment la France à leur politique mondiale, en misant sur ces faiblesses. Ils voient en Barre l'homme qui convient pour encaisser cette coopération ou plutôt s'y plier.

Etats-Unis - Cuba : signature de l'accord sur la pêche

Pour la première fois depuis 16 ans, les Etats-Unis et Cuba ont signé un accord délimitant les zones de pêche de chacun des pays. D'autre part, la délégation des capitalistes américains qui s'était rendue à Cuba pour étudier les moyens d'investir, est revenue aux États-Unis, chargée de cadeaux et porteuse d'un message au gouvernement américain du premier ministre cubain : *«Levez l'embargo imposé à nos échanges depuis 16 ans, et le dialogue reprendra progressivement entre Washington et la Havane»*.

Au cours de leur séjour à Cuba, les capitalistes américains ont été bien traités par les autorités cubaines : Castro a donné une réception en leur honneur, et il a invité une vingtaine d'entre eux à une *«séance de travail»* de 4 heures.

D'autre part, Castro a dépeint la situation économique de son pays : l'industrialisation ne donne pas de résultats importants, le niveau de vie de la population est faible.

Québec-France

LES PME Á LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Au niveau économique, les discussions de M. Morin, le ministre québecois des affaires étrangères, avec Taittinger, secrétaire au ministère des affaires étrangères ont conduit à une entente pour que la France se lance à l'assaut du marché nord-américain avec ses PME, sans doute parce que les trusts américains ne laisseraient guère de place aux trusts français.

«L'implantation de PME au Québec est d'autant plus souhaitable que nous incitons grandement, à l'heure actuelle, cette catégorie d'entreprises à exporter» a dit Taittinger. Il ajoutait d'ailleurs qu'une mission serait envoyée au Québec pour examiner les possibilités de production de cuivre par des entreprises françaises.

Ces accords et discussions directs entre le gouvernement français se présentent en même temps comme un soutien, à peine discret aux revendications indépendantistes du gouvernement [illegible] par rapport au [illegible]nada. A sa sortie [illegible]bec, où il avait eu un entretien avec Giscard, le ministre québécois a d'ailleurs fait hautement savoir que le président de la République lui a posé beaucoup de questions sur le référendum. C'est précisément pour cette raison que l'entretien avait lieu. Ce référendum doit se tenir dans trois ou quatre ans et portera sur la question de l'indépendance.

Dans le domaine culturel, où la France tente de monnayer en influence l'emploi de la langue française dans l'État québécois, des échanges ont été décidés au niveau des livres, du cinéma et de la télévision. Une mission de la télévision canadienne doit venir prochainement en France la mettre au point ; l'un de ses principaux aspects devrait porter sur la coopération dans le doublage en français des films étrangers. En d'autres termes, ils mettraient en commun les moyens de faire avaler les minables productions US qui envahissent tout ! La belle coopération !

Zaïre : opérations de parachutistes

Selon des informations de l'agence zaïroise de presse, Mobutu aurait ordonné une opération de parachutistes sur l'arrière des groupes de maquisards qui reculent devant les troupes marocaines et gouvernementales depuis plusieurs jours. Mais les troupes gouvernementales ont ralenti leur avance disent les agences occidentales sans qu'une explication soit fournie. Officiellement, c'est une promenade militaire. Par ailleurs, Amin Dada, le président ougandais est venu rendre visite à Mobutu sur le front. Le gouvernement zaïrois a annoncé que l'Ouganda, l'empire centrafricain et le Soudan avaient mis des troupes à la disposition de Mobutu, mais que ces forces resteraient dans leur pays respectif tant que le besoin ne s'en ferait pas sentir. Il n'est plus question de l'Égypte dont Mobutu assurait au début de l'intervention marocaine qu'elle avait promis un bataillon.

AU CŒUR DES IMPÉRIALISTES

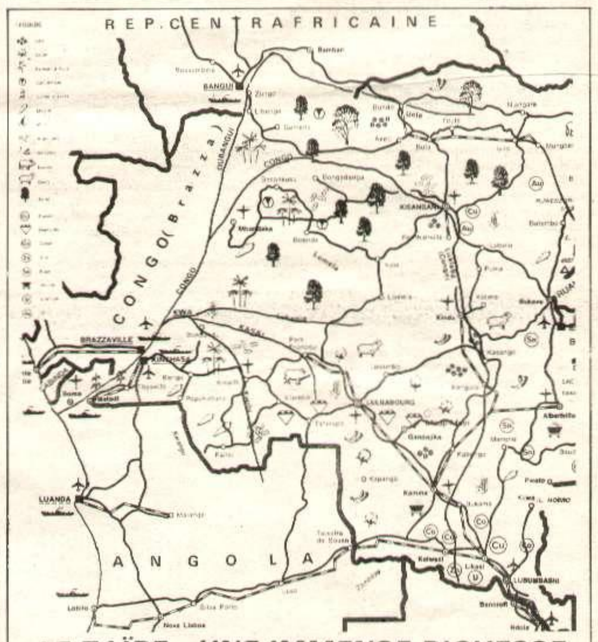
DE GAULLE, POMPIDOU, GISCARD

COMMENT A ÉTENDU

Le 8 avril, dix avions Transall de la base d'Orléans décollaient en direction du Maroc. Ils chargeaient hommes et matériel à Agadir et filaient sur Kinshasa, la capitale du Zaïre après une escalle à Libreville au Gabon. De là sur Kolwezi, la ville minière du Shaba menacée par les attaques lancées par les forces regroupées en Angola autour des ex-gendarmes katangais. Pendant une semaine, la navette continuera : Agadir ou El Aïoun, Kinshasa, Kolwezi. Officiellement, elle a pris fin.

Si ni les Américains ni les pays du Marché Commun n'ont protesté contre les principes de cette intervention, par contre aucun d'entre eux ne s'est solidarisé avec. Giscard, tout en prétendant représenter l'Europe, avait en fin de compte agi avant tout selon les visées propres de l'impérialisme français aux côtés de Mobutu, face à une intervention dont Soviétiques et Cubains (qui contrôlent les bases de départ du FNLC en Angola) étaient les initiateurs. Cette tentative en effet menaçait un pays où l'impérialisme français, depuis 1963, organise systématiquement sa pénétration, l'a notablement renforcée, avec Giscard d'Estaing, son but étant d'intégrer le Zaïre dans la zone d'influence française en Afrique.

Voilà pourquoi Giscard d'Estaing est intervenu.



LE ZAÏRE : UNE IMMENSE RICHESSE

Outre l'étendue de son territoire, sa population de 22 millions d'habitants qui en fait le pays le plus important d'Afrique auquel la langue française ait été imposée, le Zaire dispose d'importantes richesses. C'est le sixième producteur mondial et le troisième pays exportateur de cuivre, mais il dispose de gisements encore inexploités qui comptent parmi les plus riches du monde. C'est le premier producteur et le premier exportateur mondial de cobalt. C'est le plus important producteur de diamant industriel. La province de Kasai produit chaque année plus de la moitié de la production mondiale commercialisée. C'est également le 8e producteur mondial de manganèse, le 9e producteur d'étain, le 10e producteur d'or. Les recherches systématiques entreprises notamment par le BRGM ont permis de mettre à jour de nouveaux gisements importants dans différentes régions du pays. Héritage de la colonisation, l'exploitation des matières premières se fait dans la région de Shaba et de Kasai principalement, notamment la totalité du cuivre et la plus grosse partie des diamants sont exploités dans ces provinces.

Les projets lancés par le gouvernement de Mobutu ont encore avivé l'intérêt économique du Zaire : l'évaluation des possibilités hydro-électriques ont montré que celles-ci étaient énormes. Le barrage d'Inga, en aval de la capitale, Kinshasa, devrait être le plus puissant du monde. 13 % des ressources hydro-électriques mondiales se trouveraient au Zaire. Des recherches entreprises par des géologues allemands ont mis à jour dans la province de Kivu des gisements de fer d'une teneur de 70 %, une des plus élevées d'Afrique.

RIVALITÉS LE ZAIRE

Par Grégoire CARRAT

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS SA MAIN MISE

Lorsque le Zaïre (alors colonie belge sous le nom de Congo-Léopoldville) devient indépendant en 1960, l'impérialisme français n'y a pratiquement aucun intérêt. Ses richesses ne sont encore que soupçonnées en dehors du trésor que sont le cuivre et le diamant exploités au Katanga et au sud-Kasaï. Cet immense et riche pays, aux confins de l'empire colonial français, dont tous les pays viennent de conquérir leur indépendance, s'ouvre aux intérêts autres que ceux de l'ancienne puissance coloniale. L'emploi de la langue française imposé par la colonisation belge facilitera l'entreprise qui se construira à partir de 1960.

En 1963 et 1964 est signée toute une série d'accords de coopération, coopération culturelle en juillet 1963, coopération technique en matière de personnel le 17 décembre 1963, coopération sur les transports aériens le 10 janvier 1964, coopération en matière de radio-diffusion en novembre 1964.

DE GAULLE IMPOSE LE CONGO A L'OCAM

Dans le cours des affrontements qui secoueront le Congo entre 1960 et 1965 et dont l'enjeu est la main-mise sur les richesses de cet immense pays, l'impérialisme français entreprend systématiquement une tentative pour intégrer le Zaire à sa zone d'influence. En 1965, le Congo, alors dirigé par Tschombé est intégré à l'Organisation Commune Africaine et Malgache (OCAM) en cours de constitution et qui regroupe les pays anciennement colonisés par la France. C'est une époque où Tschombé est isolé au sein de l'OUA, rejeté ouvertement par toute l'Afrique indépendante. La Mauritanie s'opposant à cette mesure se retirera de l'OTAN. Le Zaire sera le premier pays à se retirer de l'OTAN en 1972 mais alors les moyens d'intervention de l'impérialisme français au Zaire auront été démultipliés.

LE BOND DES ANNÉES 1970

En 1969, il y avait 12 experts français. Il y en aura 208 en 1974 et 318 en 1976. Les accords de coopération se traduisent en pénétration économique significative à partir de 1969, quand le gouvernement zaïrois impose un contrôle sur les investissements étrangers et leur alliance obligatoire avec des capitaux zaïrois. La première entreprise implantée couvre la totalité des besoins en allumettes du pays. Des capitaux sont investis dans les fabriques de bouteilles, les brasseries, les textiles. En 1975, un accord signé avec Peugeot, Renault, et Saviem donne à ces entreprises la charge de créer une entreprise automobile zaïroise dans laquelle ils seront minoritaires.

Ces investissements se doublent d'une intervention importante dans des secteurs vitaux : le Bureau des Recherches Géologiques et Minières (BRGM) est chargé en 1973 de dresser l'inventaire géologique et minier du Zaire. L'EDF avait été chargée dès 1968 de contrôler et de coordonner les travaux du barrage Inga, qui doit être le plus puissant du monde quand il sera achevé. Elle avait en même temps été chargée de réaliser le réseau des transports de l'électricité vers les grands centres de consommation. Dans l'agriculture, un réseau d'experts est chargé d'encadrer les paysans et de former des cadres. En 1970, Mobutu oriente vers la France ses commandes militaires et est le premier en 1973 à commander une escadrille de «Mirages».

PAS LA PREMIÈRE PLACE ÉCONOMIQUE

Aussi petit à petit, l'impérialisme français s'est-il ouvert les portes des grandes usines zaïroises d'une part et a tissé des relations privilégiées avec le Zaïre.

«Quelle que puisse être l'importance de l'aide financière américaine au Zaïre, nous entendons acheter où cela nous agrée...» affirmait Mobutu, lors de son voyage à Paris en 1973. Si les États-Unis disposent de la plus importante puissance financière et sont depuis 1960 les premiers investisseurs, les principaux partenaires commerciaux sont les pays européens et d'abord la Belgique qui contrôle la commercialisation du cuivre et raffine les deux tiers de la production du Zaïre. Les projets de Mobutu sont de faire de l'Allemagne le premier investisseur du Zaïre ; toute la région Nord-Ouest devrait être équipée par l'Allemagne.

MAIS DES RELATIONS POLITIQUES PRIVILÉGIÉES

Le Zaïre participe dès le début à la conférence franco-africaine installée par Giscard en 1975. La même année, Giscard se rend, premier chef d'État français à la faire, au Zaïre. Ce voyage se déroule au mois d'août. Au mois de juillet, un complot contre Mobutu attribué aux USA a été écrasé. Les contacts politiques sont nombreux depuis lors, faisant des relations bi-latérales franco-zaïroises, un des fondements de la politique africaine de Giscard.

Ces liens se sont développés notamment à partir de 1973. A cette date, Mobutu oriente sa politique étrangère vers la solidarité arabo-africaine et rompt, le premier et spectaculairement, avec Israël. L'impérialisme français, et surtout Giscard, affirmeront leur solidarité avec le Zaïre sur la base de la revendication d'un nouvel ordre économique mondial. «L'ordre ancien s'enfonce dans le passé... Aujourd'hui, la France se hâte d'entreprendre l'édification d'un monde nouveau plus stable... Dans... la concertation mondiale nécessaire, le Zaïre et la France ont un rôle capital à jouer... La France propose aux pays d'Afrique, et d'abord à ceux qui ont en commun avec elle une même culture et une même langue de solidariser leur développement mutuel» disait Giscard en août 1975 au Zaïre.

Cette solidarité affichée avec le Zaïre comme avec le reste du Tiers-Monde est le moyen pour l'impérialisme français de conserver une place face aux superpuissances, notamment de conserver une zone d'influence en Afrique dans laquelle le Zaïre de Mobutu prend une place de plus en plus grande parce qu'il est le plus grand, le plus peuplé et le plus riche de l'ensemble francophone africain.

Mais le Zaïre est loin d'offrir un avenir assuré. Il s'est profondément engagé en Angola et est devenu l'une des cibles des Soviétiques. La situation interne est extrêmement déséquilibrée et une grave crise économique court depuis 1975. C'est l'importance propre du Zaïre pour l'impérialisme français et l'évidence de sa fragilité qui ont entraîné avant tout l'opération «Transall» et l'intervention militaire par le biais du Maroc, avec lequel Giscard entretient également des rapports privilégiés.

LES ACCORDS MILITAIRES FRANCE-ZAÏRE

Conseillers militaires français au Zaire

Les accords de coopération militaire signées en 1963 qui ont justifié l'opération «Transall» de transport des troupes et du matériel militaire marocain de Rabat à Kinshasa ont commencé à entrer en vigueur en 1970. Mais ils ont pris toute leur substance à partir de 1973, date de la commande pour la première fois dans le Tiers-Monde d'une escadrille de 15 «Mirages», avec promesse de commande pour deux autres escadrilles. Outre l'assistance militaire technique (entretien et apprentissage) liée au matériel fourni, ces accords comprennent également des bureaux d'aide militaire, assistance en personnel chargé de l'organisation, l'encadrement et l'instruction des armées. Les deux missions paraissent d'ailleurs se confondre alors que le ministère de la défense assurait que le renforcement du personnel militaire en poste au Zaire était uniquement destiné à l'entretien du matériel, le colonel Fraceschi déclarait, lui, sur le terrain, que les Français étaient chargés d'organiser la défense de Kolwezi. Plusieurs témoins assurent que les militaires français, des officiers, dirigeaient visiblement l'ensemble des opérations militaires au moment du débarquement des troupes marocaines.

Les clauses politiques des accords de coopération militaire prévoient l'intervention des forces françaises à la demande du gouvernement local pour rétablir l'ordre. C'est en leur nom que l'armée française est intervenue au Gabon en 1964 contre un coup d'État militaire et surtout au Tchad à partir de 1968. Des opérations de type «Transall» étaient à l'étude depuis la fin de 1976, une mission d'essai avait été effectuée à l'occasion d'un exercice pour effectuer sans problème la liaison entre Orléans, Dakar, Libreville et Lomé.

Recherches minières, information, encadrement agricole

LA PART DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

En 1973, le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) reçoit la mission d'établir l'inventaire des ressources du pays. Ainsi, par rapport aux diverses missions étrangères, notamment allemandes, qui explorent telle ou telle partie du territoire, le BRGM disposera au terme de ses recherches d'une vision d'ensemble du sous-sol du Zaïre. En 1976, quatre des huit régions du Zaire avaient été ainsi systématiquement recensées, le Kivu, le Haut Zaïre, l'Équateur et une partie du Shaba. Dans le nord du pays, à peine mis en valeur, un gisement de minerai d'étain a été découvert. Des zones diamantifères ont été mises à jour dans l'Équateur, de l'or, du minerai, de plomb, du platine, du minerai de tungstène, ont aussi été découverts.

Cela a permis à l'impérialisme français de pénétrer dans le secteur minier. Le BRGM ne détient que 7 % du capital de la société de Tenke Fungurume, le plus riche gisement de cuivre connu actuellement au Zaïre, qui doit rentrer en activité avant 1980 ; Mais il est à la tête de la société minière Somiba de Moba, qui prospecte en vue d'exploiter les gisements situés hors de la zone réservée à la Gécamines, la principale compagnie de cuivre du Shaba. Le BRGM dispose de 32 % des capitaux, Pechiney Ugine Kuhlman de 16 %, la société des pétroles d'Aquitaine de 16 %, le reste des capitaux étant détenus par le Zaïre.

Dans le domaine de l'information, la société Thomson CSF qui a ouvert ses bureaux en 1970 a été chargée de la mise au point d'un réseau d'ondes herziennes reliant Kinshasa, la capitale, à Lumumbashi la principale ville du Shaba. Elle a installé un émetteur d'ondes courtes, un émetteur d'ondes moyennes, et une liaison par satellite qui doit servir à la télévision, pour laquelle le Zaïre a choisi le procédé Secam. C'est également elle qui installe les stations de télévision. La cité de la Voix du Zaïre où se trouvent les studios, est installée par des sociétés françaises. Non seulement l'infrastructure est entre les mains des sociétés françaises, mais en outre pas moins de 32 conseillers ont été affectés aux divers niveaux dans le domaine de l'information.

Dans le domaine agricole, les conseillers français sont à la tête de cinq projets. Un groupe de conseillers encadrent 2 000 paysans chargés d'assurer l'approvisionnement de Kinshasa, un autre groupe organise une équipe de cadres destinée à encadrer 100 000 paysans. Par ailleurs, les agronomes français ont reçu mission d'identifier les projets agro-industriels possibles à réaliser. Des rapports détaillés sur l'huile de palmiste, le cacao, le sucre, les conserves, l'élevage, le lait, et les céréales ont déjà été établis.

Rappelons enfin qu'EDF a été chargée de la coordination et du contrôle des réseaux à partir du puissant barrage d'Inga.

Cet ensemble de secteurs n'a ne donne pas à l'impérialisme français la première place parmi les pays impérialistes présents au Zaire, lui donne une place tout-à-fait particulière : il se trouve aux points stratégiques qui lui permettent de jouer sur une grande partie de l'économie zaïroise.

30 AVRIL

à partir de 17 heures

CARTOUCHERIE DE VINCENNES

FETE DE Rebelles

1er MAI

Mº CHATEAU DE VINCENNES

GILLES SERVAT
TRI YANN
AKENDENGUE
F. TUSQUES et l'Inter

Communal Free Dance Music Orchestra / BAL

CINE NON STOP
Avec notamment : Kashima Paradise, Le peuple et ses fusils, Cinéma d'un peuple au combat, Avoir 20 ans dans les Aurès.

THÉATRE
Troupe de l'Aquarium,
THÉATRE OS, Troupe de la Goguette.

STANDS D'OUVRIERS EN LUTTE

FORUMS

.Écolе de crise ou crise de l'école. Rencontre nationale des comités de lutte et d'action Avec la participation de plus de 50 lycées et CET de toute la France.

Entrée 1 jour : 12,50 F
2 jours : 20 F

Meeting Anti-Impérialiste

Sous la présidence de Nadja Benhöd membre du Comité National de l'UCJR

avec des représentants de

Thaïlande
Pour la première fois en France, des étudiants patriotes qui ont vécu le coup d'Etat fasciste à Bangkok.

Sahara Occidental
Avec la participation de représentants du Front Polisario.

Palestine
Un camarade de la GUPS témoignera des luttes de la jeunesse contre le sionisme dans les territoires occupés.

Irlande
Avec la présidente du comité de défense des Mures de Ballart

Amérique Latine
Intervention d'un jeune chilien, masseges de Bolivie et d'Argentine.

Italie
Avec des jeunes des cercles de la Jeunesse prolétarienne de Milan.

Espagne
Avec un camarade de l'Union de la jeunesse maoiste (UJMI qui témoignera du travail effectué dans les comités de quartier pour l'organisation des loisirs (Madrid)

Danses populaires du Pérou
Atelier populaire de chansons
Chants urugayens
folklore irlandais...

Des stands de la jeunesse de plus de 30 pays.

CHAPITEAU GÉANT
NAVETTE DE CARS
(Mº Château de Vincennes - /Cartoucherie)
BUVETTES

EDDY MITCHELL
KIRJUHEL
IMAGO
J.DEBRONCKART
CARLOS ANDREU

Meeting Central

Intervention de l'UCJR avec Roger Aubert membre du Secrétariat National

Saluts d'ouvriers en lutte et de vétérans communistes

La jeunesse accuse le capitalisme ! témoignagesde : un jeune apprenti, un jeune ouvrier, un jeune chômeur, un collégien, un ex-délinquant, un jeune immigré, un résident de FJT, un ex-JC, un lycéen, un soldat .

FORUMS

.L'Unité de la Jeunesse : une tâche urgente.

Avec la participation de groupes de jeunes de la Maison pour jeunes Simon Bolivar (Paris 19e), pour la Maison de la Jeunesse dans le 18e(Paris), le comité de jeunes de Massy contre la répression, les jeunes de la cité St Eloi (Paris), les jeunes du FJT et de la MJC de Ménilmontant (Paris 20e), les jeunes de la cité du Vert-Galant, amis de Gilles Olivier (St Denis), les amis de Dominique Chesnay (Montreuil), les jeunes de la cité de Iremeh de Houilte (avec un film sur leur cité), les jeunes de la cité Mistral (Grenoble), des jeunes des MAJO de Lyon, le comité de jeunes de la cité Bassens(Marseille), les jeunes du FJT de Metz, les jeunes du FJT Didot (Paris 14e), le comité d'apprentis de Tours, le comité de rédaction de «Soup ghettos» de Châlons sur Marne, le comité de chômeurs et des jeunes du FJT de Valenciennes, les jeunes de la MJC de Fourmies (La Nouvèle), les jeunes de la Californie (Nancy), les jeunes travailleurs du FJT Vaulabelle (Auxerre)...etc...

. Rebelles de la révolte à la révolution!
.Rock, Pop-music,embrigadement?
.Sport pour qui ? pour quoi?
.Le Socialisme que nous voulons

(Avec la projection du film de Joris Ivens L'USINE DE GÉNERATEURS)

CINE NON-STOP
Le député de la Baltique, Un homme véritable, Cuirassé Potemkine, Tchapaiev, Rupture, le détachement féminin rouge

THÉATRE
Troupe Z
Troupe de l'aquarium

Le peuple impopulaire

ALAIN PRÉVOST

LUNDI LA SUITE DE NOTRE FEUILLETON

Contre le capitalisme en crise
Pour un 1er Mai de lutte
UNE SEULE SOLUTION:
LA REVOLUTION SOCIALISTE!

PARIS

MANIFESTATION à 10 h. Place de la République

A l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste, des Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, de l'UCJR, et des JCMLF

Lyon

SAMEDI 30 AVRIL

RASSEMBLEMENT à 15 h 30

Place du Pont
À l'appel :
Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
Communistes marxistes-léninistes de France
de l'Humanité Rouge

Vaulx en Velin

FÊTE-DÉBAT à partir de 18 h

Local de la ZUP des Grolières
Débat sur le socialisme que nous voulons
Montages de diapositives
A l'appel du PCRml

DIMANCHE 1er MAI

Venissieux

MANIFESTATION à 10 h

Place de l'ancienne mairie (place du Marché)
angle de la Rue Gambetta
À l'appel du PCR ml

Rennes

MEETING à 20 h 30

Salle de la cité
rue St Louis
à l'appel de la section de Rennes du PCR ml
- Les travailleurs disent : *«cette société fait faillite, le capitalisme pour nous, c'est la misère.»*
- Un petit paysan des Côtes du Nord témoigne : *«Nous refusons cette société, nous voulons le socialisme»*
- Intervention de jeunes ouvriers
- Omnimanu : un mois après la grève, les ouvriers font le bilan.
- Intervention centrale : le capitalisme c'est la crise, la gauche c'est toujours le capitalisme, une seule solution la révolution socialiste.
- Projection du film de Med Hondo, sur la lutte du peuple sahraoui : *«Nous aurons toute la mort pour dormir.»*

MANIFESTATION à 10 h

Place de la Mairie
À l'appel de :
Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge
JCMLF

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN

636.73.76.

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom.....
Prénom.....
Adresse .....
.....
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

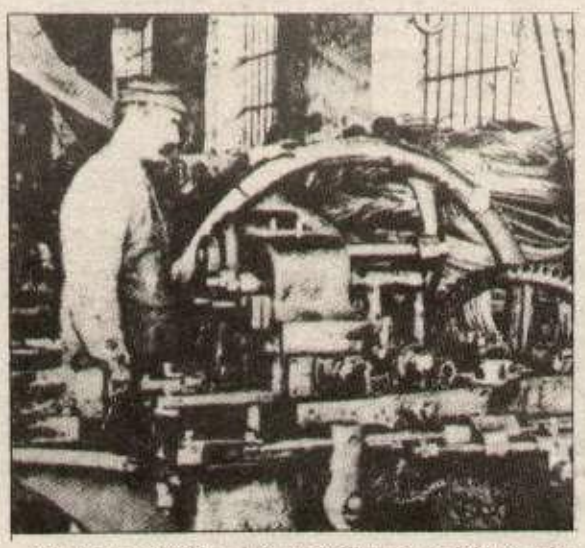
Mode de versement :
en une fois .....
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte Nº 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Dimanche 30 avril 1871

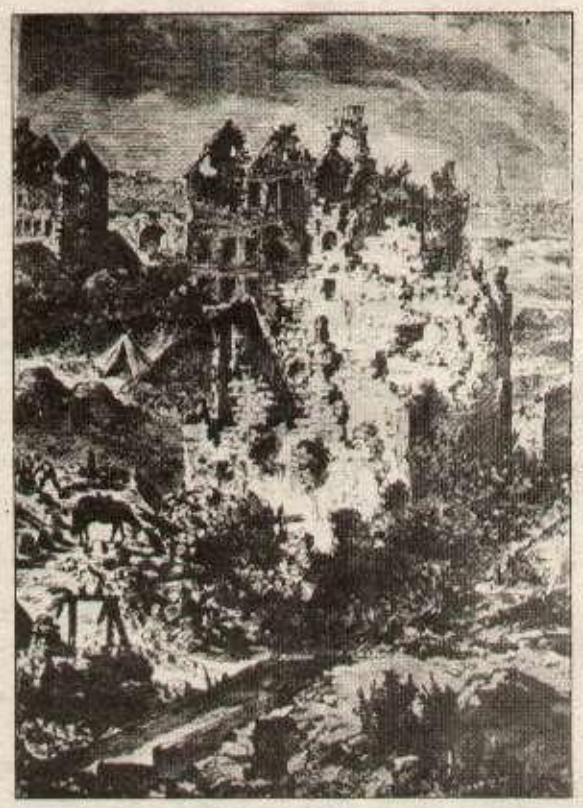


Nombreux étaient les travailleurs parisiens nés en province, qui avaient été obligés de se déraciner pour trouver de quoi survivre dans les centres urbains.

Aussi, sur l'initiative de Millière, se créa-t-il une «Alliance républicaine des départements». Dont le but essentiel était pour chaque adhérent d'informer de ce qui se passait à Paris son département d'origine et de lutter ainsi contre la propagande versaillaise.

Une grande manifestation de «l'Alliance» eut lieu ce dimanche, regroupant environ 50 000 personnes, place du Louvre. Et solennellement, chaque section, représentant un département, renouvela son adhésion à la Commune.

Martial Senisse, que nous connaissons bien maintenant, dès le 11 avril note qu'il a écrit à son oncle en Limousin : *«Il doit être bien inquiet de tout le bruit qui se fait à Paris. Je lui dis pour le rassurer que certains soirs Paris est si paisible qu'en regardant la rue Monge on a de la peine à croire qu'on se bat entre l'Arc de Triomphe et le pont de Neuilly... Là-bas, à Sussac, ils ne doivent pas savoir que Versailles égorge et massacre. Je dis bien à l'oncle que sur les affiches ses amis francs-maçons de Paris écrivent noir sur blanc que Thiers et les siens sont des assassins, des lâches et des traîtres».*



Du côté d'Issy, depuis trois jours, un très dur combat se mène : malgré un incessant bombardement d'artillerie, les fédérés s'accrochent à leurs positions. Mais, faute d'ordre précis, ils évacuèrent, dans la nuit du 29 au 30, le fort qui, écrit Lissagaray, *«n'était plus un fort, à peine une position forte, un fouillis de terre et de mœllons fouetté par les obus».*

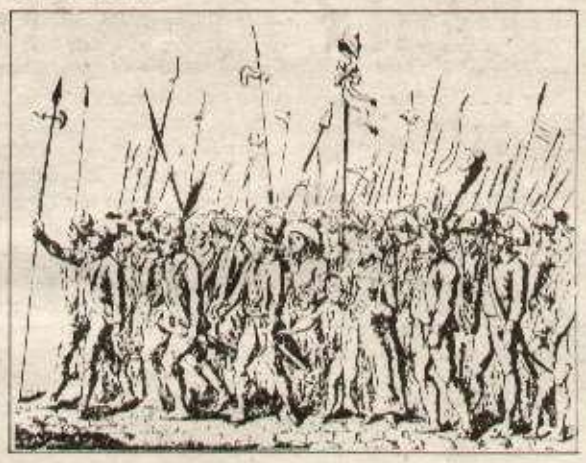
D'ailleurs, dans la matinée du 30, les Versaillais ne s'étant pas aperçus du repli des Fédérés, le fort fut occupé de nouveau par quelques compagnies communardes et put encore tenir une semaine, mais dans d'horribles conditions : *«Une dizaine de pièces au plus répondaient à l'averse des soixante bouches à feu versaillaises ; la fusillade des tranchées ennemies, visant les embrasures, tuait presque tous les artilleurs».*

Livre conseillé : Martial Senisse : les carnets d'un fédéré, 1871. Ed. St Just (ne se trouve plus que soldé).

Lundi 1er mai 1871

Cet abandon, même temporaire, du fort d'Issy, l'un des derniers bastions de la défense de Paris, provoqua un grand remous de colère chez les Parisiens. Cluseret, le délégué à la Commune, fut tenu pour un incapable (ce qu'il était d'ailleurs), arrêté, emprisonné à Mazas et remplacé par le jeune colonel Rossel, celui qui, par patriotisme pour continuer la lutte contre l'ennemi prussien, s'était rallié à la Commune.

Rossel maintient Dombowski à la direction du secteur Nord, et donne la responsabilité des opérations au Sud (donc autour de Vanves et d'Issy) à La Cecilia et à un autre Polonais, Wroblewski.



Croyant trouver un remède à ces échecs militaires, certains communards avaient déjà proposé l'instauration d'un comité de salut public.

L'affaire du fort d'Issy accéléra les choses. Dans la séance de ce 1er mai, fut votée la création du comité de salut public constitué de 5 membres : il y eut 45 voix pour, et 23 voix contre, avec cette explication très intéressante : *«Les soussignés, considérant qu'ils ont voté contre l'institution dite «Comité de Salut Public», dans lequel ils n'ont vu que l'oubli des principes de réforme sérieuse et sociale d'où est sortie la Révolution communale du 18 mars ; le retour dangereux ou inutile, violent ou inoffensif à un passé qui doit nous instruire, sans que nous ayons à le plagier, déclarent qu'ils ne présenteront pas de candidats».*

Parmi les signataires, des Internationaux de pointe, comme Malon, Varlin ou Longuet.

Cette façon de se décharger d'une responsabilité collective sur un comité restreint ne fut guère efficace sur le plan militaire ; au contraire, un remaniement hâtif des services militaires, à cette phase offensive de Versailles, ne fit qu'augmenter la confusion. Mais bien des Communards vivaient encore sous l'emprise de 89 et croyaient trouver la panacée à leurs difficultés, en restaurant les anciennes structures révolutionnaires.

Livre conseillé : «Le département de l'Oise et la Commune de Paris». Bulletin spécial de la section de l'Oise du SNI (5 F).

Programme télé

SAMEDI 30 AVRIL

TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités
13 h 35 - Le monde de l'accordéon
13 h 50 - La France défigurée
14 h 05 - Restez donc avec nous
18 h 05 - Trente millions d'amis. *Magazine des animaux*
18 h 40 - Auto-moto 1
19 h 40 - Six minutes pour vous défendre. *Les agences de voyage*
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Salves d'or
21 h 30 - Peyton place (8)
22 h 25 - Titre courant
22 h 35 - A bout portant : Jean Sablon
23 h 30 - TF 1 actualités

A 2

13 h 00 - Le Journal
13 h 15 - Samedi et demi
13 h 30 - Hebdo chansons-hebdo musiques
14 h 10 - Les jeux du stade
17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 05 - La télévision des téléspectateurs en super 8
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Paris est une fête. *Emission de variétés*
21 h 15 - Questions sans visage
22 h 10 - Portrait de Dominique Sanda
22 h 40 - Drôle de musique
23 h 20 - Les nouvelles

FR 3

19 h 05 - Entracte
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Thalassa
20 h 30 - Tino Rossi pour toujours
21 h 50 - FR 3 actualités

DIMANCHE 1er MAI

TF 1

19 h 45 - TF 1 actualités
20 h 30 - Salut l'artiste. *Film franco-italien comique*
22 h 05 - Le lac des cygnes
23 h 20 - TF 1 actualités

A 2

20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 40 - Scènes de la vie conjuguale. *Feuilleton psychologique*
22 h 30 - Réalité-fiction : mai Zetterling
23 h 15 - Les nouvelles

FR 3

20 h 30 - L'homme en question : Philippe Bouvard
21 h 45 - Aspects du court métrage français
22 h 20 - FR 3 actualités
22 h 30 - Passage to Marseille *Film américain dramatique de Michael Curtis (1944)*

le quotidien du peuple

mer du nord
un desastre écologique

- ***En pleine période de développement des larves***
- ***Déséquilibre complet du milieu***
- ***Les macareux et les guillemots en danger***
- ***La «solution» des détergents, augmente le danger***

Interview d'un océanographe, membre des «amis de la terre» de Marseille

Recueilli par Robert RIVIERE

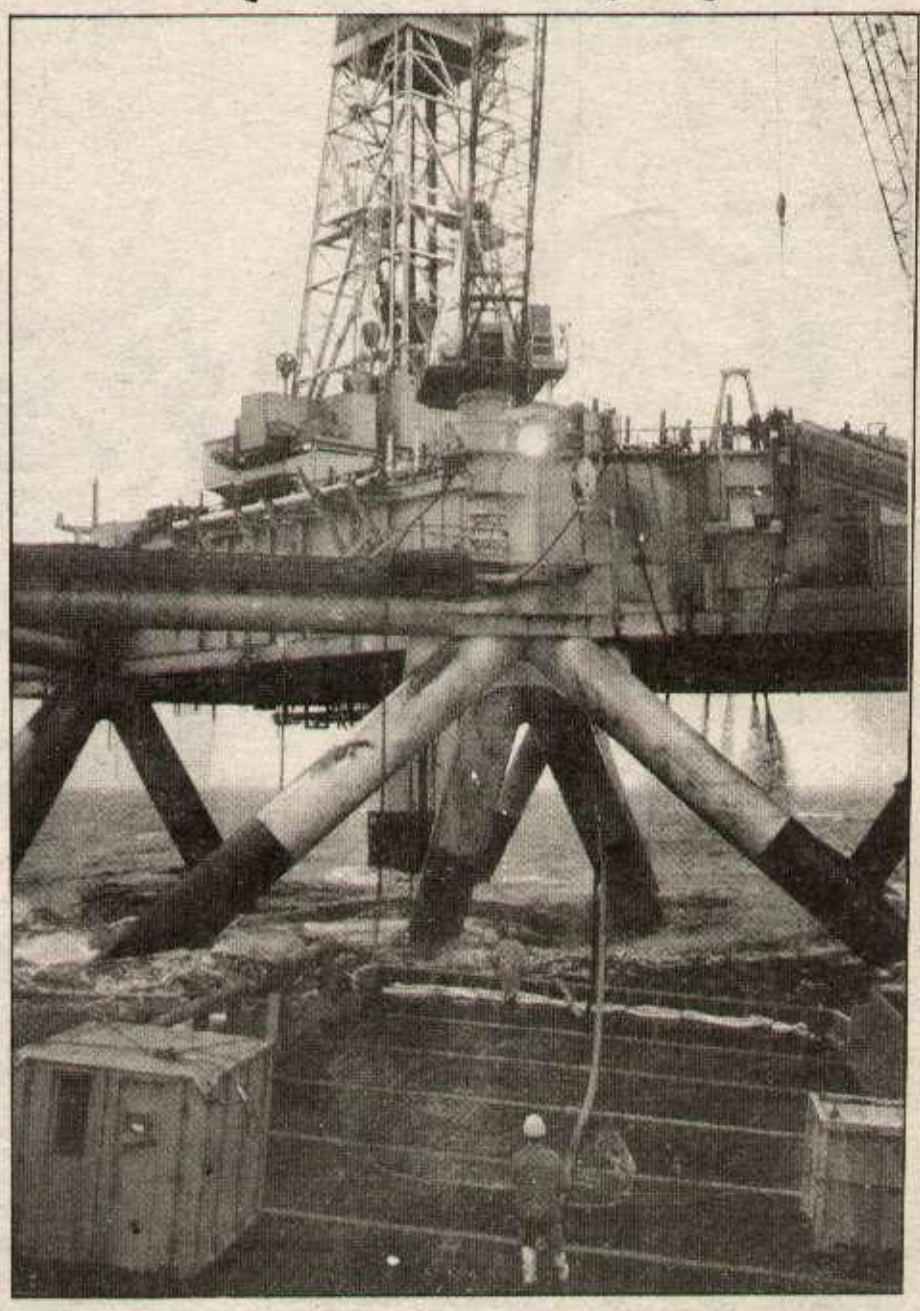


Plate-forme de forage en mer du Nord

Lorsque vous lirez ces lignes, la fuite de pétrole brut d'Ekofisk aura peut être cessé.

Vendredi, les pompiers du pétrole de Red Adair ont fait de nouvelles tentatives pour colmater la fuite de pétrole d'Ekofisk après leurs échecs des jours précédents. Par trois fois, ils avaient réussi à fixer une vanne, mais celle-ci n'a pas tenu. Leurs autres essais seront-ils couronnés de succès ?

On annonce un «bouchon miracle» apporté directement par Adair, espèrons que cette intervention «de la dernière chance» réussira. Sinon, les autres interventions possibles risquent de mettre beaucoup de temps.

Or, chaque seconde qui passe, c'est quelques tonnes supplémentaires de pétrole dans la mer, et des milliers de poissons, des centaines d'oiseaux morts. Quoiqu'il en soit, les conséquences de cette marée noire seront de toutes façons catastrophiques dans l'immédiat et à plus long terme. Nous avons consulté à ce sujet un océanographe du laboratoire de biologie marine de Marseille, membre des «Amis de la terre».

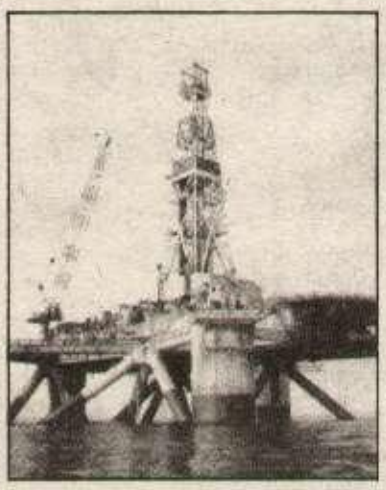
— Quelles sont les conséquences de la pollution pétrolière en mer du Nord, pour les poissons, le plancton, à cette époque de l'année ?

Ça tombe particulièrement mal en ce moment parce que le printemps dans les mers européennes est l'époque où les espèces marines se reproduisent ; c'est la période de développement des larves qui préparent la nouvelle génération. Il y a donc une abondance d'œufs de poissons à ce moment. Bien que pour les harengs de la mer du Nord les périodes de ponte commencent dans le Sud et continuent dans le Nord, on peut dire que c'est à peu près dans la période actuelle que se produit ce phénomène dans le Nord.

En ce qui concerne les œufs de poissons, ils sont incapables de se déplacer pour éviter les nappes polluantes, et de plus ils ont des échanges intenses avec le milieu extérieur, aussi s'ils sont privés d'oxygène, ils meurent très rapidement.

Pour la même durée et la même intensité du produit polluant, un œuf est 100 à 1 000 fois plus sensible que le poisson adulte. Ou bien l'espèce se reproduit ailleurs, ce qui arrive très souvent, ou bien la génération de l'année disparait. Pour le plancton et les autres animaux marins l'échelle de toxicité varie, selon l'espèce, de 1 à 10 000. Par exemple, pour le plancton, les hydro-carbures contenus dans l'eau sont toxiques à une concentration de un milliardième à un millionième. Donc quand on a affaire à la densité déversée en mer du Nord c'est encore pire.

Il y a donc toxicité due à un empoisonnement et à une auto-conséquence physique. Je m'explique. Il y a d'abord un empoisonnement qui peut être comparé à celui de Seveso, car ce sont des molécules toxiques pour l'organisme. Le deuxième aspect, c'est la présence d'huile qui vient obstruer les organes respiratoires des animaux entrainant la mort par asphyxie et par engluement. Ce deuxième aspect évolue assez vite : si on laisse une nappe de pétrole dans la mer, la partie la plus volatile s'évapore et le reste se concentre en boules qui dérivent vers la côté, puis tombent dans les fonds marins.



Comme disent les Anglais, ça devient «des gâteaux d'huiles». Ce n'est plus dangereux au point de vue physique, mais il y a toujours des produits toxiques qui se dissolvent dans l'eau.

— Quels sont les dégâts causés là où tombent ces boules ?

Cela dépend du traitement des nappes. La nappe peut être traitée avec le procédé que l'on considère le moins dangereux au point de vue chimique, c'est-à-dire en dispersant un poids égal de craie pulvérisée traitée au stéarate, sur toute la nappe : la craie absorbe les hydrocarbures qui tombent au fond en formant une couche continue, celle-ci est l'équivalent exact de ce qui était à la surface.

La pollution a donc disparu de la surface de la mer; mais elle existe toujours. La nappe étant alors en continu et non pas en boules comme précédemment. Elle reste très dangereuse pour le fond marin surtout dans des mers peu profondes comme la mer du Nord et dans des mers où une grosse partie de la pêche effectuée pour notre consommation provient de ce qui vit aux dépens du fond : tous les poissons plats, les morues mangent des animaux et des algues vivant au fond. Donc si ce fond meurt, ces poissons sont aussi touchés, c'est évident. Plus tous les crustacés, les langoustines...

— Combien de temps faut-il pour que cette nappe disparaisse ?

On ne le sait pas très bien, on n'a pas encore d'expérience à grande échelle. Un collègue revient de Bretagne où il a vu ce qu'avait donné la pollution par le Boehlen des plages de Morgate, au sud de la Bretagne ; on s'aperçoit que tout ne meurt pas sur la plage quand les nappes d'huile arrivent. Ce qui meurt c'est ce qui est sur, et immédiatement sous, la surface du sable dans les 5 à 10 premiers centimètres. Ce sont des coquillages bien particuliers, des oursins irréguliers qui ne vivent que là et qui dépendent beaucoup de la surface pour vivre. Par contre, ceux qui vivent à une trentaine de centimètres sous le sable , survivent parce qu'ils sont adaptés à ce type d'existence, ils sont capables de rester sans eau pendant toute une marée basse, ils peuvent donc survivre quelques temps.

Mais cela signifie qu'il y a un déséquilibre complet du milieu et on ne peut pas s'attendre à ce qu'il se rétablisse très vite, puisqu'il faut laisser le temps aux reproducteurs de remplacer ceux qui ont disparu. Ça donne donc à moyen terme une perturbation très importante du milieu, et des conséquences que l'on connait assez mal puisqu'on ne réalise pas de telles expériences à grande échelle, celles-ci étant très dangereuses.

Il y a surtout des influences que l'on n'est même pas capable de percevoir. A la rigueur on peut dire dans les laboratoires quelle est la dose toxique qui peut tuer telle ou telle expèce marine, mais on est difficilement capable de prévoir ce que donnera une pollution à long terme sur un fond déterminé du point de vue de l'équilibre de ce fond. Toute la chaine alimentaire repose sur un équilibre bien défini, et si une partie vient à manquer, elle est remplacée par une autre partie, a priori on ne sait pas laquelle , seulement pour la mer : dans un milieu forestier au dernier stade, c'est l'invasion par des mousses qui ne sont pas du tout intéressantes pour fixer les sels minéraux dans le sol, et ainsi les sols deviennent extrèmement pauvres.

Quand il y a un déséquilibre écologique il se termine souvent par son plus mauvais terme.

— Et pour les oiseaux ?

En mer du Nord, il y a énormément d'espèces d'oiseaux marins, en particulier il y a toutes celles qui vivent auprès des côtes : les macareux, les petits pingouins, les guillemots, etc... Ces populations d'oiseaux vont être en danger dès que la nappe de pétrole va s'approcher des côtes par ce que ce sont des oiseaux qui pêchent en général directement à la surface de l'eau ou juste en dessous. Et en nageant ou en plongeant, ils ne s'aperçoivent pas toujours qu'il y a du pétrole. Dès maintenant il peut y avoir quelques macareux ou des fous de Bassan qui aillent pêcher loin des côtes et qui risquent alors d'être touchés, ils sont peu nombreux. Mais, de toutes façons, comme la nappe se promène au gré du vent, elle arrivera forcément sur les côtes à un moment quelconque et à ce moment beaucoup d'oiseaux seront en danger.

— Les spécialistes entendus à la radio et à la TV ne parlent que d'une nappe mais avec les vents et les vagues de 30 mètres ne risque-t-il pas d'y avoir plusieurs nappes plus petites qui s'en détachent et se dispersent dans plusieurs endroits ?

Il est sûr que cela va se produire. Pour l'instant étant donné que le débit à la source est très fort, il est probable que le gros du déversement doit être très concentré, mais cela va se disperser en sous-nappes. On a dit que les vents avaient ramené les nappes vers la plate-forme, mais il doit bien en rester quelques unes à la traine.

— Que penses-tu de l'emploi de détergents pour dissoudre ou disperser la nappe ?

Là-dessus, il y a eu des expériences en laboratoire, avec les réserves que nous avons indiquées car ce sont des expériences sur des espèces bien particulières ; c'est donc forcément limité. On sait qu'en associant des détergents et du pétrole, on augmente au moins de 10 à 100 fois la sensibilité de l'espèce au pétrole. Les oiseaux, les phoques et tous les mammifères marins nombreux en mer du Nord ont des sécrétions grasses nécessaires à leur survie, particulièrement dans les eaux froides où les oiseaux doivent conserver un matelas d'air entre l'eau et leur peau pour se réchauffer et cela n'est possible que s'ils ont de la graisse dans les plumes. Avec les détergents, la graisse s'en va, ils sont mouillés jusqu'à la peau et meurent